

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

États-Unis/Iran : la menace d'une guerre impérialiste



- **L'Inde du gouvernement Modi**
- **La collapsologie**
- **Le NPA, dix ans après**
- **La politique de Karol Modzelewski (1937-2019)**

**États-Unis/Iran :
la menace
d'une guerre
impérialiste**

- L'Inde du gouvernement Modi
- La collapsologie
- Le NPA, dix ans après
- La politique de Karol Modzelewski (1937-2019)

La photo associée dans le dossier d'Obama, mai 2013. Sources: Reuters et Donald Trump.

Au sommaire de ce numéro

États-Unis / Iran: la menace d'une guerre impérialiste	1
L'Inde, après cinq années de gouvernement Modi	7
La collapsologie: une théorie réactionnaire	14
Le Nouveau parti anticapitaliste, dix ans après	21
Karol Modzelewski (1937-2019). Le parcours d'un militant, mais de quelle politique ?	26

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)**Plis ouverts**

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR

CorrespondanceLutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX**Sur Internet**

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

contact@union-communiste.org**Qui sommes-nous ?**

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



États-Unis / Iran : la menace d'une guerre impérialiste

Le 3 septembre, les États-Unis annonçaient de nouvelles sanctions contre l'Iran, cette fois contre son programme spatial accusé de servir de «couverture» au programme de missiles balistiques. «*La tentative iranienne de mettre à feu un lanceur spatial le 29 août souligne l'urgence de la menace*», déclarait Mike Pompeo, le chef de la diplomatie américaine. Le lendemain, l'administration américaine dénonçait une prétendue filière de transport maritime accusée de vendre illégalement du pétrole à la milice libanaise du Hezbollah «*pour le bénéfice du brutal régime Assad [le président syrien]*». En réponse à cela, le président iranien Hassan Rohani, qui avait déjà refusé toute discussion bilatérale avec les États-Unis, annonçait l'abandon de tous les engagements pris dans le cadre de l'accord de 2015, déclarations de pure forme venant d'un régime qui se retrouve acculé par l'impérialisme américain.

Le bras de fer avec l'Iran entamé par Trump en mai 2018, après son retrait de l'accord sur le nucléaire iranien signé trois ans plus tôt, continue de plus belle. Les États-Unis ont en effet rétabli les sanctions, décrété l'embargo, puis interdit purement et simplement à quiconque d'acheter du pétrole iranien, privant ainsi le régime de sa principale source de revenus. Durant les mois de juin et de juillet, les tensions sont montées d'un cran dans le détroit d'Ormuz, passage stratégique situé entre l'Iran et l'Arabie saoudite, large seulement de 40 kilomètres et par où transite un cinquième du pétrole mondial. C'est là que des attaques de pétroliers se sont intensifiées, les États-Unis accusant l'Iran d'en être l'auteur. Le point culminant de ces tensions a été la réaction des États-Unis à la destruction par l'Iran le 20 juin d'un drone américain qui survolait son espace aérien. Trump affirma avoir décidé un bombardement en représailles, puis l'avoir annulé dix

minutes avant que ses avions ne décollent.

L'Iran n'aurait prétendument pas respecté l'accord sur le nucléaire et constituerait une menace que Trump, tout en proclamant son opposition à la guerre, veut combattre. Mais la menace vient plutôt de l'impérialisme américain, qui veut montrer qu'il est toujours le maître au Moyen-Orient et

qu'il veut défendre ses multinationales pétrolières.

DERRIÈRE LE CONFLIT AUTOUR DE L'ACCORD SUR LE NUCLÉAIRE

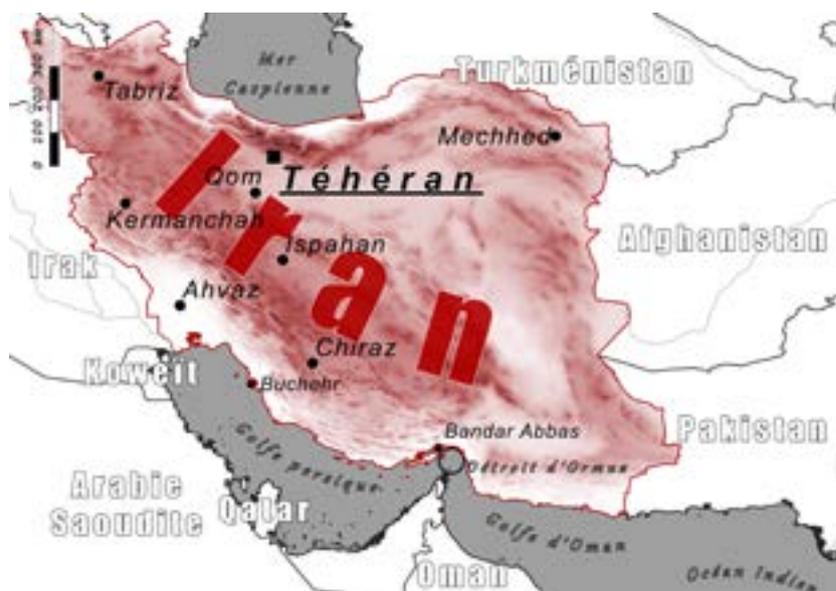
L'accord sur le programme nucléaire iranien conclu en juillet 2015 entre les ministres des Affaires étrangères des



Le président Donald Trump tient un décret signé pour renforcer les sanctions contre l'Iran. Juin 2019.

États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Chine, et leur homologue iranien Mohammad Javad Zarif, permettait la levée d'une grande partie des sanctions internationales contre Téhéran. Il venait après presque quarante années de rupture officielle entre les États-Unis et l'Iran. C'était le signe que l'impérialisme américain envisageait de réintégrer l'Iran dans le jeu diplomatique. Les dirigeants impérialistes sont prêts à renouer avec des États susceptibles de les aider à assurer leur domination dans le monde, en particulier dans cette région du Moyen-Orient à l'instabilité croissante. Mais ils sont tout aussi prompts à rompre avec ces mêmes États s'ils ne se montrent pas assez dociles.

Toutes les injonctions adressées à l'Iran pour qu'il limite son potentiel nucléaire ne sont que des prétextes pour lui imposer une soumission complète. En 1957, c'est avec l'aide des États-Unis que le programme nucléaire iranien fut lancé. Mais le pays était alors un gendarme solide de l'impérialisme dirigé d'une main de fer par un dictateur, Mohammad Reza Shah, qui lui était entièrement soumis. Le réacteur de recherche nucléaire, alimenté par de l'uranium hautement enrichi, du Centre de recherche nucléaire de Téhéran, fut créé quelques années plus tard et fut également approvisionné par les États-Unis. En 1974, ce fut toujours avec l'appui des États-Unis que le shah se lança dans la construction de 23 centrales nucléaires, les entreprises américaines et européennes se faisant alors concurrence pour aider à construire ces réacteurs. Si tous ces programmes furent ensuite interrompus, ce fut en raison de menaces que les dirigeants impérialistes craignent bien plus qu'une explosion nucléaire : l'agitation et la mobilisation intense de la population et de la classe ouvrière en



particulier, contre le régime du shah. Le 12 février 1979 en effet, la monarchie était renversée sous la pression de la rue, après des mois d'affrontements avec l'armée. La République islamique une fois instaurée, dirigée par un ayatollah, Khomeiny, eut pour priorité de restaurer l'ordre, ce en quoi elle se trouvait en phase avec les États-Unis. Ceux-ci avaient d'ailleurs œuvré en coulisse, en lien avec Khomeiny, pour éviter un effondrement de ce pilier du régime qu'était l'armée, à un moment où les masses étaient mobilisées.

Mais ce qui sonna définitivement le glas des bonnes relations entre les deux pays, ce fut l'occupation, le 4 novembre 1979, de l'ambassade américaine à Téhéran, par des étudiants partisans du régime islamique qui prirent 52 civils et militaires américains en otages. Cette action d'éclat apparut comme un défi spectaculaire. Le 7 avril 1980, les États-Unis cessaient toute relation diplomatique avec l'Iran et prenaient des sanctions économiques.

Le régime était devenu infréquentable. Mais ce n'était pas parce qu'il était dirigé par des ayatollahs. L'impérialisme s'appuie sur les régimes les plus réactionnaires quand cela

s'avère nécessaire pour sauvegarder ses intérêts. Les relations étroites entretenues avec l'Arabie saoudite en sont une preuve, s'il en fallait. Ce que les dirigeants américains ne pouvaient pas accepter était la volonté d'indépendance affichée par les dirigeants religieux iraniens. Défendre les intérêts des multinationales, dans cette partie du monde si riche en pétrole, exige le maintien de régimes fidèles à l'impérialisme, prêts à se soumettre totalement à sa volonté.

Après la guerre contre l'Irak en 2003, l'évolution de plus en plus chaotique de la situation au Moyen-Orient poussa les dirigeants américains à chercher à rétablir des relations avec l'État iranien. Face au chaos en Irak, à la progression de milices incontrôlables qui allaient donner naissance au groupe État islamique (EI), et à partir de 2011, à la guerre en Syrie entre bandes armées, celles du régime de Bachar el-Assad et différents groupes djihadistes, dont l'EI, l'Iran pouvait constituer une aide pour stabiliser la région. Le régime iranien soutenait financièrement de nombreuses milices islamistes chiites combattant celles, sunnites, de l'EI en Irak. Sans parler des interventions dans ce pays de l'armée des Gardiens

de la révolution, les Pasdarans, et du soutien financier au Hezbollah libanais, dont les milices sont présentes également en Syrie.

L'accord discuté pendant des mois et signé en 2015 était une indéniable manifestation de bonne volonté des dirigeants iraniens, devenus plus modérés à l'égard des États-Unis et donc, aux yeux de ces derniers, davantage susceptibles de faire rentrer l'Iran dans le rang. La levée des sanctions était indispensable pour l'économie iranienne enlisée dans la crise. Le régime iranien était prêt à en payer le prix. La liste de ce qu'il devait accepter en dit long : réduction de 98 % du stock d'uranium enrichi iranien, limitation du niveau d'enrichissement à 3,67 % – un niveau d'enrichissement de plus de 90 % est nécessaire pour construire une bombe nucléaire –, réduction du nombre

de ses centrifugeuses de 20 000 à un peu plus de 5 000, soit bien en deçà du nombre qui serait nécessaire pour fabriquer une seule bombe, fermeture du réacteur d'Arak, capable de produire du plutonium, inspections des sites nucléaires par l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Mais aussitôt élu, Trump changea radicalement de politique, dénonça l'accord de 2015 comme désastreux et engagea sa politique de « pression maximale » contre l'Iran.

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN IMPOSE SA LOI

On ne peut pas expliquer ce changement, comme l'ont pourtant fait les médias à maintes reprises, par la personnalité du président, ses calculs électoraux, même s'ils rentrent en ligne de compte. Ni par le fait

que le Parti républicain, qui a élu Trump, serait plus va-t'en-guerre qu'Obama et le Parti démocrate. Certes, il se trouve dans l'entourage de Trump des partisans d'une guerre contre l'Iran dans le but d'abattre le régime. Le secrétaire d'État Mike Pompeo ou l'ancien chef de la sécurité intérieure John Bolton, d'ailleurs très récemment démis par Trump, sont les représentants les plus connus de ces « faucons ». Pour ne donner qu'un exemple, alors qu'il était encore membre du Congrès en 2016, Mike Pompeo avait appelé à une action visant à « *changer le comportement de l'Iran et, à terme, le régime iranien* ». Mais ce n'est pas, pour l'heure, un point de vue partagé par l'ensemble de la bourgeoisie américaine.

Ce qui nécessite cependant aujourd'hui d'exclure de nouveau l'Iran du jeu diplomatique, du point de vue américain, est



Le 4 novembre 1979, des étudiants iraniens prennent d'assaut l'ambassade américaine de Téhéran.

précisément ce qui l'a conduit à y être brièvement intégré. La situation au Moyen-Orient a changé. Le groupe État islamique est pratiquement vaincu et le dictateur syrien, Assad, a plus ou moins repris le contrôle de la situation. Les dirigeants américains considèrent donc qu'il est temps de contrôler l'influence de l'Iran dans la région. Et cela d'autant plus que l'Arabie saoudite, un de leurs alliés les plus sûrs, est une puissance régionale directement en concurrence avec l'Iran. Outre le fait que cette monarchie est un allié fidèle, elle représente un des plus gros clients de l'industrie américaine de l'armement. En mars 2018, Trump s'était vanté de lui avoir vendu pour 12,5 milliards de dollars d'armes en tout genre.

Même s'il apparaît comme plus imprévisible, Trump agit en fait comme bien d'autres dirigeants impérialistes l'ont fait avant lui, naviguant à vue en quelque sorte, s'appuyant sur les uns, puis sur d'autres, alimentant ici un incendie en tentant d'en éteindre un autre. L'objectif est toujours le même : maintenir la domination impérialiste afin de permettre aux multinationales américaines de continuer à piller la planète.

Le bras de fer entre les États-Unis et l'Iran a contraint toutes les grandes puissances, des impérialismes européens au Japon et à la Russie, à se positionner et au bout du compte à s'aligner sur la position américaine. Les membres du club des puissances réunies au G7 fin août à Biarritz ont martelé qu'elles partageaient les mêmes objectifs que Trump. Macron a répété qu'« aucun membre du G7 ne veut que l'Iran puisse se doter de l'arme nucléaire », manière de lui faire allégeance. Ces puissances impérialistes de second ordre, telles la France, auraient pourtant souhaité continuer à faire des affaires avec ce pays de 82 millions d'habitants – soit



WIKIMEDIA

Un terminal pétrolier iranien.

une population plus importante que celles additionnées de ses sept voisins du golfe Persique –, dont la classe moyenne est non négligeable, et qui a des besoins d'investissements énormes. Les délégations de nombreux pays, notamment européens, s'étaient d'ailleurs succédé en Iran dès la finalisation de l'accord de 2015. Mais aussitôt la décision de sortie de l'accord prise par l'administration américaine, en 2018, celle-ci interdisait non seulement d'acheter du pétrole iranien, mais aussi de poursuivre les relations commerciales avec Téhéran. Les récalcitrants s'exposaient à des sanctions, et en particulier à des mesures leur barrant l'accès au marché américain, sans parler du rôle central du dollar dans le commerce mondial, une arme politique majeure des États-Unis.

Le ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire, protesta, déclarant qu'en « deux ans, la France avait multiplié par trois son excédent commercial avec l'Iran », et pleurant sur les conséquences néfastes pour les grands groupes français comme Total, Sanofi, Renault, Peugeot ou Airbus. Mais il dut s'incliner. Ainsi, en août 2018, Total se retira du pays, mettant fin à sa participation au projet

gazier South Pars, l'énorme gisement de gaz naturel offshore situé à cheval entre les eaux territoriales de l'Iran et du Qatar, dans le golfe Persique.

Les puissances européennes en sont toujours à rechercher un moyen pour un retour « négocié » aux termes de l'accord de 2015, qui leur permettrait d'accéder de nouveau au pétrole et aux marchés iraniens. Mais comme elles ne peuvent pas se mettre en porte-à-faux vis-à-vis des États-Unis, pour l'instant, rien n'est sorti de leurs tentatives. La politique de « pression maximale » contre l'Iran imposée par Trump vise aussi à empêcher que le boycott qu'il a décrété ne permette aux dirigeants européens et asiatiques d'en profiter pour prendre position sur le marché iranien. La guerre de Trump est aussi économique : il s'agit d'éliminer tout concurrent sérieux. L'impérialisme américain fait la démonstration de sa force sur les terrains politique et économique.

LES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES POUR LA POPULATION IRANIENNE

Pour conforter sa domination, l'impérialisme est prêt

à tout, peu lui importe le sort des peuples. Les États-Unis, tout comme la France ou la Grande-Bretagne, l'ont montré bien souvent. En 2003, Bush n'hésita pas à déclencher la guerre contre l'Irak de Saddam Hussein. Il l'accusait de détenir des armes de destruction massive, une accusation mensongère.

Pour la population iranienne, les mesures prises par l'administration américaine ont des conséquences catastrophiques. Trump s'emploie tout simplement à détruire l'économie du pays. Les exportations de pétrole brut sont tombées de 2,6 millions à 400 000 barils par jour. Or le pétrole représente environ 80% de tous les revenus de l'État en Iran, qui détient la quatrième réserve d'or noir dans le monde. Avec le déficit qui en résulte, l'administration du président Hassan Rohani ne peut financer les nombreuses entreprises et institutions publiques, qui représentent plus de 60% des dépenses budgétaires de l'État. De nombreux secteurs économiques, tels que le logement et la construction, deuxième activité après le pétrole, sont paralysés et le système bancaire est en ruines. Cette récession entraîne un chômage massif. L'emploi se détériore, même pour les personnes instruites. Un tiers des hommes et la moitié des femmes de moins de 30 ans titulaires d'un diplôme universitaire sont au chômage.

L'inflation approche les 40% en rythme annuel. Les prix de nombreux produits alimentaires doublent ou triplent. Des Iraniens racontent que les prix des fruits et légumes ont grimpé de 50%, ceux de la viande de 100%. Et de nombreux médicaments sont introuvables. Deux indices officiels des prix à la consommation iraniens, ceux du Centre de statistiques et de la Banque centrale, estimaient

respectivement à 5,4% et 6,1% la hausse des prix en septembre 2018. L'inflation a grimpé à 37,6% au premier trimestre de l'année civile iranienne, qui débutait le 21 mars 2019.

De nombreux reportages ont montré la dégradation des conditions de vie de la petite bourgeoisie. Cela laisse imaginer quel est le sort des classes populaires, dont les médias parlent moins, celles qui s'entassent dans les bidonvilles situés autour des grandes villes. Des statistiques datant de 2015 estimaient à 33 000 les villages iraniens abandonnés durant ces dernières années par leurs populations qui, fuyant la misère, se sont installées au fur et à mesure à la périphérie des grandes villes. Le chiffre est parlant quand on sait que cela représente un peu plus de 50% de l'ensemble de la population villageoise en Iran. Les bidonvilles iraniens regrouperaient 11 millions d'habitants, c'est-à-dire l'équivalent de la moitié de la population villageoise ayant fui ses terres et foyers.

Pour les plus pauvres, la misère s'accroît avec le rétablissement des sanctions. Selon un récent rapport du Centre statistique de l'Iran (CSI), l'indice de misère, mesure informelle de l'état d'une économie obtenue en combinant le taux d'inflation et le taux de chômage, s'est envolé. Il a atteint 39% l'hiver dernier, alors qu'un an auparavant, il était de 19,4%. Les économistes indépendants font même des estimations beaucoup plus élevées du chômage et de l'inflation, car en Iran une heure de travail hebdomadaire est considérée comme un emploi. Le revenu mensuel de millions de travailleurs serait maintenant d'environ 100 dollars, ce qui est bien inférieur aux estimations du seuil de pauvreté du pays. En 2018, la monnaie iranienne a perdu deux tiers de sa valeur.

Un vendeur ambulant de fruits faisait ce constat: «*Tout est cher et la misère est partout [...] on ne peut pas vivre. La viande est chère, le riz est cher. Ça fait un an que nous n'avons pas acheté de viande. Chaque jour ça empire. Je pense qu'il y aura [...] la guerre.*»¹

JUSQU'OUÛ IRA TRUMP?

Plus de quinze ans après l'invasion de l'Irak, Trump est-il en train de préparer une nouvelle guerre du Golfe, cette fois-ci contre l'Iran, comme le craint sans doute une grande partie de la population iranienne? La propagande diffusée aux États-Unis, mais aussi en France, ne cesse de présenter l'État iranien comme le régime agressif. Mais les dirigeants iraniens ont dit à maintes reprises qu'ils étaient disposés à se soumettre à des inspections nucléaires encore plus draconiennes en échange d'une levée de sanctions. Ils sont cependant dans une impasse. Bien qu'ils ne veuillent pas la guerre, ils ne peuvent pas reculer complètement devant le défi lancé par les États-Unis. Le président Rohani est contraint de manifester un peu de résistance, d'autant qu'il doit affronter divers clans au sein du régime, en particulier les dirigeants des Pasdars, prêts à tirer parti de son affaiblissement.

Que Trump et son entourage soient décidés à déclencher une guerre ou non, l'escalade actuelle pourrait de toute façon y mener. Et les dirigeants des États-Unis semblent en tout cas prêts à prendre ce risque. En mai dernier, invoquant des menaces iraniennes contre les intérêts américains sans donner plus de précisions, le gouvernement américain a ainsi envoyé le porte-avions Lincoln et sa flotte d'accompagnement dans le golfe Persique, avec des bom-

1 «L'économie iranienne à l'agonie sous le coup de nouvelles sanctions américaines», RFI, 24 juin 2019.



Un supermarché dans le nord de Téhéran en avril 2015. Depuis le rétablissement des sanctions par Trump, les prix ne cessent de grimper.

bardiers B-52. Exploitant les accusations de ses alliés fidèles dans la région, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, prétendant que quatre pétroliers avaient été attaqués dans le Golfe, il a envoyé un autre navire de guerre, une batterie de dispositifs de défense antimissile, tout en menaçant de faire intervenir 120 000 soldats. Dans le seul golfe Persique, les États-Unis ont positionné depuis longtemps des bases militaires au Koweït, au Qatar et aux Émirats arabes unis, qui ont permis les opérations américaines en Irak à partir de 2003. 35 000 soldats sont stationnés dans les bases américaines des pays du Golfe. D'autres puissances, dont la France, disposent également de bases militaires dans le golfe Persique. Toute la région est truffée d'armements en tout genre et de soldats stationnés en Afghanistan, en Irak et en Syrie, aux frontières de l'Iran.

Le monde a déjà un pied dans la guerre. Pendant qu'on se réjouit de la paix qui règne depuis la Seconde Guerre mondiale dans les citadelles impérialistes, pour bien des peuples cette période n'a jamais cessé d'être marquée par la guerre. Le peuple syrien a vécu près de huit ans sous les bombes. Et que dire de la situation en Irak, en Afghanistan, ou encore au Yémen, que l'Arabie saoudite bombarde depuis 2015 avec le soutien des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France qui, tous, lui fournissent ses armes ?

Quand tant de matériel explosif est accumulé, il suffit d'une simple allumette pour que la déflagration se produise. Si une guerre était déclenchée contre l'Iran, elle pourrait s'étendre et les zones de guerre se multiplier, entraînant des conséquences catastrophiques pour les peuples, à l'échelle pla-

nétaire. La seule issue pour que l'humanité connaisse un autre avenir est de renverser le système capitaliste.

« Sous la pression croissante du déclin capitaliste, les antagonismes impérialistes ont atteint la limite au-delà de laquelle les divers conflits et explosions sanglantes (Éthiopie, Espagne, Extrême-Orient, Europe centrale...), doivent infailliblement se confondre en un incendie mondial. [...] Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire », écrivait Léon Trotsky, dans le Programme de transition, en 1938, à la veille de la Seconde guerre mondiale. Une analyse toujours d'actualité.

11 septembre 2019



L'Inde, après cinq années de gouvernement Modi

Début août, l'Inde a été brièvement remise sous les feux de l'actualité : le Premier ministre Narendra Modi a révoqué l'autonomie de l'État indien du Jammu-Kashmir et un certain nombre de protections dont bénéficiait sa population (par exemple, contre les opérations de spéculation foncière des fonds d'investissement indiens qui menacent la petite production agricole locale).

Le Jammu-Kashmir est le seul État de la fédération indienne dont la population est à majorité musulmane. Il est issu de la division du vieux royaume du Cachemire entre l'Inde et le Pakistan, en 1947. Depuis, cette division a été au centre de nombreux conflits entre les deux pays, tout en alimentant l'existence de guérillas réclamant la formation d'un Cachemire réunifié et indépendant.

Cela étant, avec ce dernier coup de force contre le Jammu-Kashmir, marqué par des milliers d'arrestations et un regain de tension avec le Pakistan, Modi ne fait que remplir l'un des engagements qu'il avait pris lors de la campagne électorale qui lui a permis d'être reconduit dans son poste, au printemps dernier.

C'est d'ailleurs sur la base de la même politique ultra-nationaliste, s'appuyant sur l'organisation de véritables pogromes visant les minorités musulmanes du pays, que le BJP (Parti indien du peuple), le parti nationaliste hindou de Modi, avait finalement réussi à se hisser au pouvoir dans les années

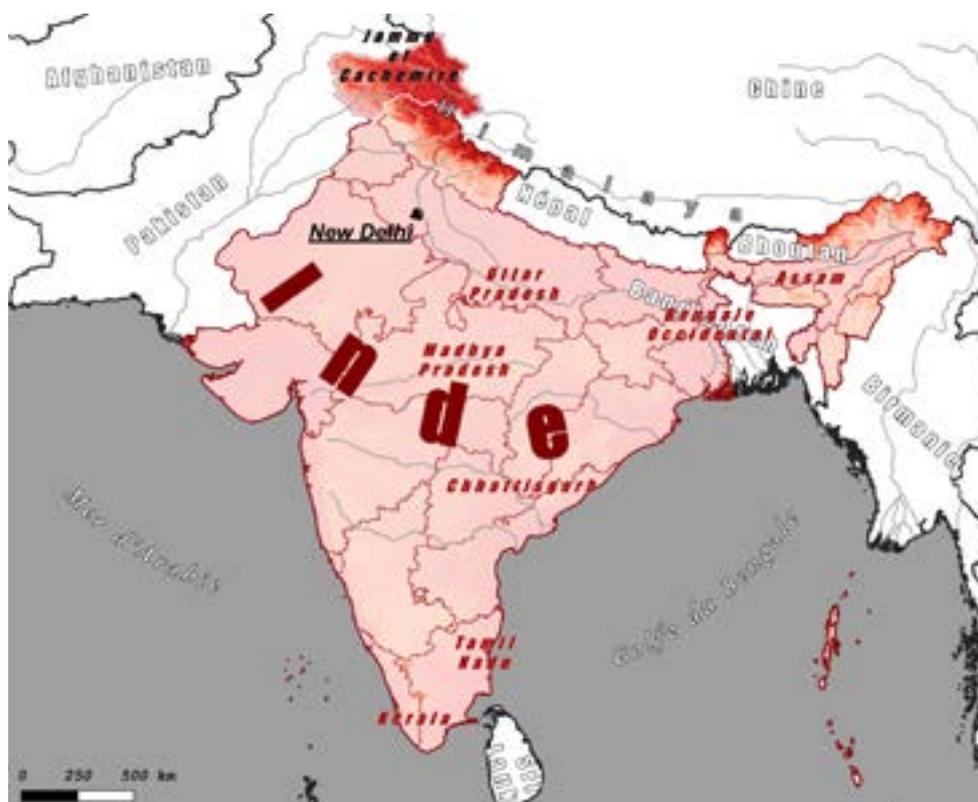


Mai 2019 : le Premier ministre Modi fête sa victoire électorale.

1990. Si, depuis, il a cherché à se donner un visage plus respectable, il compte toujours sur les mêmes méthodes nationalistes et pogromistes pour améliorer ses scores électoraux, en particulier lors des élections parlementaires à venir dans les États où le BJP est faible, dont celui, stratégique, de Delhi, l'an prochain.

D'autant plus que, sur le plan économique et social, le premier mandat de Modi est très loin d'avoir satisfait les espoirs qu'il avait cherché à susciter dans l'électorat lors des élections précédentes, en 2014. À

l'époque, Modi avait promis de « beaux jours » à la population, se présentant en homme fort, dévoué aux intérêts du peuple. Or en cinq ans, sa politique, dont les bourgeoisies indienne et impérialiste ont largement tiré profit, n'a fait qu'aggraver la situation des classes populaires. Quant à la perspective de l'émergence d'une puissance économique indienne mise en avant par Modi, elle reste aussi mensongère que l'est le sempiternel cliché repris par l'ensemble de la presse des pays riches, représentant l'Inde comme la plus grande démocratie du monde.



LE BJP CONFORTÉ PAR LES URNES

Du 11 avril au 19 mai, durant un scrutin ouvert aux 900 millions d'électeurs des 25 États que compte le deuxième pays le plus peuplé de la planète, se sont déroulées les élections à la Lok Sabha, la chambre basse du Parlement indien, devant lequel le gouvernement fédéral et son premier ministre sont responsables. Ce scrutin a été largement remporté par la coalition dirigée par le BJP du Premier ministre sortant, sans qu'on puisse mesurer cependant l'ampleur des fraudes par trucage, achat de voix ou bourrage d'urnes.

L'Alliance démocratique nationale (NDA), dirigée par le BJP, a emporté 45,5% des suffrages et 352 des 542 sièges (64,9%), par la vertu du scrutin majoritaire à un tour hérité du colonisateur britannique. Alors que le dépouillement n'était pas totalement achevé, Modi, omniprésent durant la campagne, clamait déjà sa victoire d'un tweet: «L'Inde gagne

à nouveau!». Cette forfanterie mise à part, non seulement le BJP remporte, pour la première fois, deux élections successives, mais il dispose à lui seul de la majorité absolue au Lok Sabha.

LA DÉFAITE DU PARTI DU CONGRÈS ET DE SES ALLIÉS

Du même coup, la coalition dirigée par le BJP a fait échec à la tentative du Parti du Congrès, qui dirigeait l'Alliance progressiste unie (UPA), de regagner le terrain qu'il avait précédemment perdu. Le Parti du Congrès, qui a régné sans partage sur l'Inde durant des décennies, avait nourri quelques espoirs en remportant les élections régionales dans plusieurs États l'an passé. En particulier, il espérait reconquérir le pouvoir avec la candidature de Rahul Gandhi, arrière-petit-fils de Nehru (Premier ministre de l'Inde de l'indépendance du pays en 1947 à son décès en 1964), mais aussi petit-fils d'Indira Gandhi (qui occupa ce poste de 1966 à 1977 puis de 1980 à 1984) et fils de

Rajiv Gandhi (lui aussi chef du gouvernement fédéral de 1984 à 1989). À cette ambition quasi dynastique répondait le slogan de Modi, «Congress Mukt Bharat» («une Inde débarrassée du Congrès»).

Avec 19,5% des voix, le Parti du Congrès a maintenu son score et gagné 8 sièges supplémentaires, mais il n'a pas réussi à ébranler la domination du BJP, même dans les États du Chhattisgarh, du Madhya Pradesh et du Rajasthan, où, en 2018, il avait réussi à reprendre au BJP la première place dans les assemblées législatives locales. En fait, le Congrès n'aura réussi à préserver ses positions que dans deux États du sud, le Tamil Nadu et le Kérala. Mais il n'aura même pas réussi à conserver une circonscription généralement considérée comme le fief historique de la famille Nehru-Gandhi, la circonscription d'Amethi, dans l'État de l'Uttar Pradesh, où Rahul Gandhi a été battu par le candidat du BJP.

Quand il était aux commandes du pays, le Congrès a réitéré cent fois la promesse de «bannir la pauvreté», mais sans que les classes populaires ne voient leur sort s'améliorer significativement. Il n'a jamais cessé de défendre les intérêts des grands propriétaires et de la bourgeoisie nationale, d'abord sous le couvert d'un certain étatismisme économique, puis en engageant, dès la fin des années 1970, la restructuration des infrastructures industrielles et énergétiques publiques, afin d'en préparer la privatisation. De 1991 à 1996, puis de nouveau de 2004 à 2014, le Congrès poursuivit cette politique tout en répondant à la crise de l'économie capitaliste par une nouvelle série d'attaques contre la classe ouvrière et la population pauvre.

Les organisations se réclamant de la gauche, même lorsqu'elles présentaient leurs

propres candidats, s'inscrivaient pour l'essentiel dans la même perspective du « tout sauf Modi » que le Congrès et ses alliés. Elles ont de toute façon, et depuis des décennies, renoncé à combattre le capitalisme. Parmi elles, le PCIM, Parti communiste d'Inde (marxiste)¹, demeure le plus important. Il dirige l'assemblée et le gouvernement du Kérala dans le sud-ouest du pays et ses 33 millions d'habitants, mais il a subi une déroute, en ne sauvant que trois sièges sur neuf (un au Kérala, et deux au Tamil-Nadu dans le cadre de l'UPA). Au Bengale-Occidental, peuplé de 100 millions d'habitants, qu'il a dirigé de 1977 à 2011, son déclin s'est poursuivi avec un score de 3%.

BJP : UNE CAMPAGNE SUR FOND DE NATIONALISME HINDOU

Sans surprise, le BJP avait axé sa campagne autour des thèmes et des slogans qui ont servi à Modi depuis son acces-

sion à la tête de l'État du Gujarat en 2001 puis à celle du gouvernement fédéral en 2014. Il continue en premier lieu de glorifier l'hindouisme, auquel environ 80% de la population s'identifient plus ou moins. Pour le BJP, l'ensemble de traditions religieuses et sociales qui constituent l'hindouisme est seul en droit d'incarner une identité nationale indienne. Les nationalistes hindous visent donc à imposer aux populations disparates qui constituent la population indienne qu'elles resserrent les rangs derrière eux, face à tout ce qui peut menacer l'unité du pays – et, en particulier, contre les minorités musulmanes présentes pratiquement partout dans le pays, qu'ils dénoncent comme l'ennemi historique commun. Dans l'enseignement, cette propagande s'est doublée d'une révision des programmes et des manuels où l'obscurantisme religieux, la relecture de l'histoire nationale à travers le prisme de l'hindouisme et du patriotisme, le disputent au conservatisme.

Le nationalisme hindou a été également brandi par le BJP et ses partisans comme un rempart contre le Pakistan et le terrorisme, les deux étant souvent assimilés dans les discours, et comme fondement du développement économique à venir.

C'est l'essence même de ce mouvement issu d'une branche extrémiste du nationalisme hindou, le Corps des volontaires nationaux, fondé en 1925 et connu sous son acronyme hindi RSS. Tout en se servant du Congrès pour former des politiciens indiens prêts à défendre leur ordre social, la puissance coloniale britannique se gardait alors la possibilité de le déstabiliser et surtout de l'empêcher de devenir le représentant incontesté d'un nationalisme indien unifié. Passés maîtres dans l'art de « diviser pour régner », les Britanniques n'avaient eu également de cesse d'opposer les Indiens de confession musulmane au reste de la population.

Dans les années 1930, le leader du RSS trouva son inspira-



Un des nombreux bidonvilles de la « plus grande démocratie du monde ».

1 Il s'agit du nom officiel de cette organisation qui appartient elle-même à un Front de gauche avec d'autres formations se réclamant d'une façon ou d'une autre du socialisme. Il ne doit pas être confondu avec le Parti communiste d'Inde (CPI) d'origine également stalinienne, avec lequel il a scissionné en 1964. Ces deux organisations, continuant à se prévaloir de l'étiquette communiste, sont ouvertement devenues depuis les années 1960 des partis réformistes de gouvernement. Les militants « naxalistes », qui organisent plusieurs guérillas dans des zones rurales, appartiennent quant à eux à un courant maoïste numériquement bien plus faible, dont ils sont l'une des composantes.

tion du côté de Mussolini, à un moment où l'agitation sociale prenait de l'ampleur dans la classe ouvrière. D'associations locales dont le but proclamé était de redonner vie aux traditions culturelles hindoues, les brigades du RSS furent transformées en milices paramilitaires, servant aux Britanniques et aux notables indiens à s'attaquer aux grèves et aux organisations ouvrières. Par la suite, le RSS et ses milices devinrent le socle autour duquel s'organisa le courant nationaliste hindou, sous la forme d'une galaxie d'organisations touchant tous les domaines de la vie sociale. Le BJP lui-même n'apparut sous sa forme actuelle qu'en 1980. Mais ce fut grâce à ce socle, issu des milices du RSS utilisées à la fois comme troupes de choc et comme machine électorale, que le BJP réussit sa propre ascension politique dans les années 1990.

Agressions, attaques de mosquées et pogromes ont alors été menés par ces organisations, créant une atmosphère de chasse à l'homme et de haine qui a d'abord porté le BJP, et Modi lui-même, au pouvoir, dans l'État du Gujarat en 2001. Pour y assurer sa réélection, le BJP orchestra l'année suivante une vague de pogromes, dont le bilan est estimé à au moins 2 000 morts et plusieurs milliers de blessés. 150 000 personnes auraient en outre été chassées de chez elles par les pogromes.

Avec l'arrivée au gouvernement fédéral du BJP, les crimes inter-religieux, comme les opérations de « retour à la maison », des expulsions menées *manu militari*, et les campagnes de « reconversion » des non-hindous, n'ont pas cessé. Des membres du RSS, du BJP et de « brigades de vigilantisme », (milices se réclamant de l'hindouisme) continuent d'agir en toute impunité, grâce au silence complice des autorités et de

l'appareil judiciaire.

Plus récemment, sous la houlette de Modi, plusieurs lois discriminatoires à l'égard des musulmans ont en outre été adoptées. Dans l'État d'Assam, et au nom de la lutte contre l'immigration illégale, le BJP a établi l'an dernier un registre privant 4 millions d'habitants de leurs droits à la citoyenneté. Cette mesure visait directement les musulmans réfugiés en Inde en 1971 à la suite de la déclaration d'indépendance du Bangladesh (précédemment Pakistan oriental) et de la guerre qui s'ensuivit, ainsi que leur descendance. Après de nombreux recours, le nombre d'exclus vient d'être ramené à 1,9 million. Quant au Citizenship Bill (adopté en janvier 2019) qui réforme la procédure permettant l'accès à la citoyenneté indienne pour les immigrés pakistanais, afghans et bangladais, il en exclut tout bonnement les musulmans.

Dans un contexte marqué par plusieurs attentats sanglants, le Premier ministre sortant a joué à fond la carte de la menace terroriste, assimilant celle-ci au Pakistan, voire à l'ensemble des musulmans. Et de déclarer : « *La nouvelle Inde entrera dans les maisons des terroristes et les tuera. Nous répondrons à une balle par un canon.* » Le 26 février dernier, après un attentat suicide au Jammu-Kashmir, l'aviation indienne a immédiatement procédé à des bombardements de représailles dans la partie du Cachemire occupée par le Pakistan. Sur le plan intérieur, cette tension, entretenue et attisée par le Premier ministre, lui sert à renforcer sa posture d'homme fort du nationalisme indien et à se poser en protecteur de la population.

Et depuis sa réélection, comme indiqué plus haut, Modi s'est donc attaqué au statut particulier que la population du Jammu-Kashmir avait gardé de sa résistance au règlement po-

litique qu'avaient voulu lui imposer les autorités britanniques et les nouveaux gouvernements d'Inde et du Pakistan, après 1947. Autant dire que dans cette zone où la moindre étincelle peut faire exploser le fragile équilibre, les populations sont transformées en otages permanents de la politique des deux puissances régionales rivales que sont l'Inde et le Pakistan ; et Modi joue largement sa part dans ce jeu meurtrier.

DES « BEAUX JOURS » QUE LES MASSES POPULAIRES ATTENDENT ENCORE

« *Les beaux jours arrivent* », proclamait Modi il y a cinq ans. Reprenant en quelque sorte à son compte les promesses des premiers dirigeants de l'Inde indépendante, il se faisait fort d'éradiquer la misère en quelques années (en doublant notamment le revenu de 120 millions de paysans), de créer annuellement dix millions d'emplois et de faire de l'Inde une puissance économique majeure. Il a ainsi réaffirmé son ambition d'atteindre un PIB de 5 000 milliards d'ici 2024 (contre 2 800 aujourd'hui). Se faisant l'interprète de Modi, le président Ram Nath Kovin, issu lui aussi des rangs du BJP, plastronnait à son tour : « *Nous travaillons à transformer l'Inde en un centre mondial de l'industrie.* »

Le tableau d'ensemble est bien éloigné de celui dont Modi s'est vanté dans ses meetings de campagne.

Après une vingtaine d'années de forte croissance et d'essor relatif des investissements étrangers (à un niveau bien inférieur à ceux placés en Chine), en particulier dans les zones économiques spéciales (SEZ), l'Inde est devenue la sixième économie mondiale en termes de PIB. Mais elle n'arrive plus qu'à la 148^e place lorsque l'on prend en compte le PIB par habi-

LES EFFETS DE LA CRISE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE



Ouvriers dans une carrière au Rajasthan.

tant et même à la 168^e si l'on retient l'Indice de développement humain qui intègre d'autres critères comme le nombre de médecins, l'espérance de vie ou l'accès à l'éducation. Sa part dans les investissements directs à l'étranger la place au niveau de l'Afrique subsaharienne. La plus-value réalisée par la surexploitation du prolétariat par les dynasties bourgeoises des groupes Tata, Birla, Mittal ou Gupta, qui comptent un nombre non négligeable de milliardaires, est en revanche massivement exportée vers les pays riches. Autant dire que l'Inde demeure marquée, même si c'est de façon très contrastée selon les régions à l'échelle de ce pays-continent, par son sous-développement hérité de la domination coloniale britannique, et par le pillage des richesses opéré depuis par les puissances impérialistes et la bourgeoisie nationale.

Si la « grande pauvreté » (qui prend en compte ceux vivant avec environ un euro par jour) a reculé, elle touche encore trois cents millions de personnes. Et 800 millions sont condamnées à vivre avec moins de deux euros et demi par jour. Près d'un habitant sur quatre n'a toujours pas accès à l'électricité, et beaucoup de familles ne survivent que grâce à l'argent envoyé par les Indiens partis

gagner leur pain à l'étranger. Et il suffit d'une vague de sécheresse, comme celle qu'a connue le pays au début de l'été, pour que des centaines de millions de personnes soient privées d'eau potable. Parmi les autres signes révoltants de la barbarie sociale demeure la prolifération des bidonvilles, où s'entassent des dizaines de millions d'êtres humains dans des conditions d'insalubrité totalement indignes. L'absence de toilettes publiques ou individuelles en est un des aspects les plus édifiants. En arrivant au pouvoir, Modi avait lancé le plan Inde propre, jurant d'« *en finir avec la défécation en plein air* ». Or à ce jour, 500 millions de personnes sont toujours dépourvues de toilettes et beaucoup de villes, parmi les plus peuplées de la planète, ne disposent pas de tout-à-l'égout.

Le système de santé, quasi inexistant dans les campagnes, reste de la même façon largement inaccessible à la grande majorité de la population. En 2015, la revue *The Lancet* estimait que 80 % des postes de personnel de santé étaient non pourvus dans les services ruraux. D'où la promesse lancée par Modi, le temps de l'élection, d'un programme de sécurité sociale généralisée vite baptisé par ses partisans le Modicare en référence à l'Obamacare.

Ces traits permanents sont renforcés par les conséquences du ralentissement de l'économie mondiale depuis 2008. Et ce, malgré les mesures de relance ouvrant les vannes du crédit à bon compte aux investisseurs potentiels. Le chômage atteindrait un niveau record. 11 millions d'emplois auraient été perdus dans le secteur dit formel pour la seule année 2018, alors que 10 à 12 millions de nouveaux actifs entrent chaque année sur le marché du travail. Si on ne peut accorder qu'une foi très relative aux chiffres officiels du chômage, il y a des exemples qui sont plus parlants que n'importe quelle statistique. Ainsi, lorsque la compagnie des chemins de fer a annoncé l'an passé la création de 63 000 postes, 19 millions de candidatures lui ont été envoyées. Cherchant à recruter treize serveurs, la cantine d'une administration publique en a reçu de son côté 7 000 ! Et encore ces exemples ne disent-ils rien des 90 % de travailleurs – sans contrat, ni droits, ni travail et salaire garantis – qui survivent dans le secteur dit « informel », dans lequel aucune réglementation ne s'applique et où les statistiques n'ont plus aucun sens. Quant au secteur agricole, qui occupe encore près d'un Indien sur deux, il se caractérise par un sous-emploi permanent.

Ce marasme a en outre été amplifié par la décision du gouvernement, en novembre 2016, de retirer les coupures de 500 et 1000 roupies, qui constituaient 86 % des billets de banque en circulation. Il s'agissait officiellement de lutter contre « l'argent noir » et la fausse monnaie. Un subterfuge, dont l'objectif réel était de renforcer le pouvoir des grandes banques dont les créances douteuses plombent l'activité et de faciliter la col-



STRUGGLE-LA LUCHA

8-9 janvier 2019, lors de la grève générale appelée par les syndicats contre la politique de Modi. 200 millions de travailleurs y auraient répondu selon les organisateurs.

lecte de l'impôt dans un pays où nombre de transactions échappent à tout contrôle étatique, et où seuls 7% des foyers sont assujettis à l'impôt. Cette mesure, qualifiée initialement de mère de toutes les réformes, n'a pas atteint ses objectifs, car il ne suffit pas d'une décision politique pour transformer les structures bancaires et monétaires indiennes et surtout son arriération économique.

Quant à la politique du « Make in India », largement mise en avant par Modi au nom de la souveraineté économique de l'Inde, et qui prétendait attirer des investissements étrangers massifs dans l'industrie nationale en créant des millions d'emplois, elle a connu un échec patent sur ces deux plans. Les investissements, mesurés par l'institut américain de conjoncture CME, sont même retombés au dernier trimestre 2018 au niveau de l'année 2004. Le seul secteur où l'économie indienne tient une place de premier plan au niveau mondial est celui de la sous-traitance informatique, dont elle assure plus de la moitié et qui fournit un travail à 3,5 millions de

personnes. Mais, hormis une fraction d'ingénieurs dont les médias font grand cas ici, cela concerne avant tout des centres d'appels qui reposent sur une main-d'œuvre relativement peu qualifiée. Le géant du commerce en ligne, Flipkart, est pour sa part passé sous le contrôle du leader mondial américain de la distribution, Walmart.

Ces deux exemples reflètent la position subordonnée de l'Inde dans le système de domination de l'impérialisme. Et les envolées nationalistes tout comme les prétentions de Modi ne pourront rien y changer, pas davantage que dans le passé, l'interventionnisme étatique dans l'économie d'un Nehru mené au nom du « développementalisme » et du tiers-mondisme dans les années cinquante et soixante. Car ces politiques, qui ne remettaient pas en cause l'organisation capitaliste, avaient pour but fondamental d'aider la bourgeoisie nationale indienne à développer son appareil de production et son système bancaire, notamment par la création de monopoles d'État et l'injection

massive de capitaux publics.

UNE POLITIQUE AU SERVICE DE LA GRANDE BOURGEOISIE ET DE L'IMPÉRIALISME

Le BJP n'a jamais caché que sa politique visait à offrir, à travers une « thérapie de choc », un cadre encore plus favorable au monde des affaires, en adoptant des mesures de modernisation « structurelles » que celui-ci exige depuis des années. La tentative avortée de réforme monétaire entrainée dans cette ligne, de même que l'adoption depuis le 1^{er} juillet 2017 d'une TVA harmonisée, la taxe sur les biens et services (GST), à travers toute l'Inde. Engagée depuis une vingtaine d'années, elle est censée se substituer à la myriade de taxes locales et nationales (plus d'une trentaine, variant selon les États et les produits) et créer une forme de marché unique. Mais les contrôles douaniers ne seront pas supprimés. Composée finalement de sept taux, cette TVA pèsera avant tout sur les consommateurs. Les entre-

prises exportatrices s'en verront à l'inverse en partie libérées. Le gouvernement a par ailleurs continué à assouplir les règles encadrant les investissements directs étrangers dans les secteurs de l'aviation, des médias ou des assurances. La grande bourgeoisie a aussi continué à bénéficier de l'accélération des privatisations, engagées par le Parti du Congrès et diverses coalitions auxquelles avait également participé le BJP dans la période précédente.

Ces « Modinomics » (les mesures de Modi censées relancer l'économie indienne), c'est-à-dire une politique « pro-business » assumée, lui ont valu les félicitations du FMI. La législation sociale et le droit du travail, qui avaient été octroyés lors de l'indépendance en même temps qu'avaient été mises sur pied des bureaucraties syndicales pour empêcher que la contestation sociale ne prenne de l'ampleur (Industrial Dispute Act en 1947, Shop and Establishments Act et Factories Act en 1948), n'ont jamais concerné en Inde qu'une petite fraction des travailleurs, pour l'essentiel dans le secteur public. Mais Modi a commencé ce mois d'août à les remettre à plat. Au nom de la « simplification » du droit du travail à l'ordre du jour depuis une décennie, les quarante-quatre lois existantes qui l'encadrent doivent être ramenées à quatre composantes (les salaires, les relations dans les entreprises, la sécurité et la protection sociale, la sécurité, la santé au travail) avec l'objectif revendiqué de « faciliter le

business ». Déjà, les grandes entreprises n'ont plus à rendre de comptes à l'inspection du travail, concernant les conditions d'embauche de leur personnel. La pleine souveraineté des entreprises est affirmée aussi en cas de fermeture, toujours au nom de la simplification.

Depuis août 2019, les quelques règles fixant les salaires et les conditions de travail ont été modifiées. Ainsi, le salaire minimum, qui varie d'un État à l'autre et auquel seule une minorité de travailleurs pouvait jusque-là prétendre, ne sera révisé à l'avenir que tous les 5 ans, bien en deçà de l'inflation. Les conditions juridiques pour faire reconnaître un syndicat, qui dépendent encore de la législation britannique de 1926, seront également rendues plus exigeantes, ce qui diminuera d'autant la possibilité légale pour les travailleurs de s'organiser dans ce cadre.

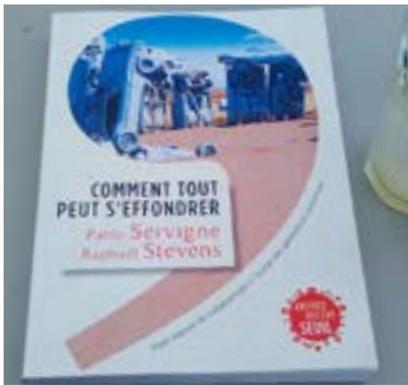
La situation politique semble donc offrir à Modi les coudées franches pour accentuer encore ses attaques. Rajiv Kumar, vice-président de la Commission gouvernementale pour la transformation de l'Inde (NITI Aayog), avait annoncé que les cent premiers jours du deuxième gouvernement Modi seraient marqués par une « *salve de réformes économiques majeures* » pour « *attirer les investisseurs étrangers* ». Dans une interview au journal *The Economic Times* du 12 août, Modi précise encore : « *Notre gouvernement ne ménagera aucun effort pour faire de l'Inde l'environnement le plus favorable*

pour faire des affaires. Nous voulons que les entrepreneurs obtiennent une meilleure productivité et de meilleurs profits, nous voulons que nos industries se développent rapidement et à grande échelle, nous voulons que nos entreprises aient accès à des marchés plus vastes, tant au pays qu'à l'étranger ». Malgré les mesures adoptées depuis les années 1990 et les assurances données par Modi, le grand patronat indien ne cesse d'exiger de nouvelles réformes en sa faveur. Le journal *India Today* du 23 août utilise l'expression de « *bateaux de sauvetage* » pour les secteurs « *qui coulent* » dans le contexte du marasme économique mondial.

Au lendemain des élections, le quotidien *Times of India* faisait ce constat : « *Non seulement la dynamique économique a ralenti, mais des signes de tension commencent à apparaître sur le front des prix, alors que des guerres commerciales à l'échelle mondiale (peut-être même de véritables guerres) éclatent. En conséquence, le prochain gouvernement n'aura d'autre choix que d'appuyer sur l'accélérateur des réformes* ». Un résumé sans fard de la feuille de route confiée par la grande bourgeoisie à Modi.

Loin d'être un pays émergent capable de rivaliser avec les puissances impérialistes, l'Inde porte plus que jamais les traits d'un système capitaliste barbare et sans avenir. « *La plus grande démocratie du monde* » reste avant tout une vaste et implacable dictature sociale.

13 septembre 2019



La collapsologie: une théorie réactionnaire

Des personnalités, dont des scientifiques, se revendiquent aujourd'hui de la collapsologie, c'est-à-dire de la théorie selon laquelle l'effondrement de la société humaine telle que nous la connaissons est possible, voire inéluctable. Ils ne voient comme solution qu'un retour en arrière, qui permettrait d'éviter ou du moins de retarder cette fin inexorable. L'écologiste Yves Cochet, ancien ministre de l'Environnement (2001-2002), prévoit par exemple la fin de la civilisation pour 2025-2030 et se prépare à survivre dans sa maison en Bretagne¹. Deux scientifiques, Pablo Servigne, ingénieur agronome, et Raphaël Stevens, écoconseiller, connaissent un certain succès avec leur ouvrage *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes* (2015).

Ils y mettent en relation les différents aspects de la crise de civilisation, climatiques mais aussi économiques. Les uns et les autres s'appuient certes sur des données crédibles, sur les rapports du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat), qui affirme que la température moyenne augmente à cause de l'émission de gaz à effet de serre, produit de l'utilisation du gaz, du pétrole et du charbon dans les activités humaines. Ils soulignent que les effets des dérèglements climatiques sont d'ores et déjà perceptibles. D'après l'ONU, il pourrait y avoir un milliard de réfugiés climatiques d'ici 2050; l'eau douce commence à manquer dans certaines régions de la planète. Et les effets de la pollution s'y ajoutent. D'après plusieurs études, une sixième extinction massive d'espèces animales et végétales serait engagée. Enfants et adultes sont contaminés par les produits polluants présents dans l'en-



Yves Cochet, le 10 juillet 2019 sur LCI.

vironnement. Cela permet aux collapsologues de conclure: « Nous disposons aujourd'hui d'un faisceau de preuves et indices qui suggèrent que nous faisons face à des instabilités systémiques croissantes qui menacent sérieusement la capacité de certaines populations humaines, voire les humains dans leur ensemble, à se maintenir dans un environnement viable. »² À partir de ce constat, ils défendent la thèse selon laquelle

nous allons vivre au cours du siècle à venir l'effondrement de la civilisation, c'est-à-dire « le processus à l'issue duquel les besoins de base ne sont plus fournis à un coût raisonnable à une majorité de la population par des services encadrés par la loi ». Ils qualifient notre société de thermo-industrielle, pour montrer sa dépendance au pétrole et autres énergies fossiles. Ils défendent l'idée que l'humanité sera incapable de prendre

1 D'après une vidéo du site <https://www.brut.media>

2 Pablo Servigne, Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer*, Seuil, 2015.

des mesures pour stopper ou limiter les diverses pollutions qui en découlent. Ils partent du postulat que l'humanité a toujours cru à la possibilité de disposer d'énergie en quantité illimitée. Selon eux, l'humanité serait incapable de combattre les crises écologique et économique annoncées, car l'inertie des comportements individuels empêcherait toute prise de conscience et toute évolution radicale. Leur solution serait qu'une fraction de l'humanité se prépare aux catastrophes annoncées et adopte un comportement basé sur l'entraide et la réduction de la consommation. Pour limiter le réchauffement climatique et ses conséquences dramatiques, ils prônent une évolution divisant par six le niveau de vie global. Le constat de l'incapacité des gouvernements à prendre des mesures pour sortir la société de sa dépendance des énergies fossiles les rend fatalistes.

Parmi les tenants de cette vision fataliste de l'avenir de l'humanité, d'autres mettent plus ouvertement en cause la surpopulation, comme le font aussi les tenants de la décroissance. C'est par exemple le cas des 15 364 scientifiques de 180 pays qui ont publié en novembre 2017 un cri d'alarme sur l'état de la planète et qui ont mentionné la surpopulation comme un problème, sans toutefois en faire une question centrale³. L'astrophysicien Jean-Loup Bertaux s'exclame : « *Devant le désastre à venir, j'ai été paniqué. Arrêtez de faire des enfants, arrêtez de brûler des carbones fossiles !* »⁴ À l'entendre, les dangers qui menacent la civilisation viennent avant tout de la natalité... donc des pays pauvres ! Il ajoute d'ailleurs que les rejets de

dioxyde de carbone de l'Europe et des États-Unis, qui étaient déjà au plus haut, n'augmentent plus, contrairement à ceux du reste du monde. Il faudrait donc que les habitants des pays les plus pauvres continuent à vivre dans le dénuement. Et aussi qu'ils cessent de faire des enfants, car les habitants des démocraties n'accepteront pas de « se serrer la ceinture » et les habitants des pays pauvres seront les premières victimes du réchauffement climatique. En les contraignant à ne pas faire d'enfants, on évitera aussi l'immigration, tout aussi intolérable aux yeux de ce pseudo-scientifique réactionnaire.

LA SURPOPULATION : UNE VIEILLE LUNE

L'idée selon laquelle la croissance de la population se heurterait aux limites de la planète a été mise en avant dès 1682 par l'économiste anglais William Petty. En se basant sur la Bible, à partir de la croissance des générations depuis Adam et Eve, il chercha à calculer la population mondiale maximale. Il fixa la fin du monde au moment où la population mondiale atteindrait deux habitants pour un demi-hectare, au bout de plus de 7 680 ans, pour une population de dix milliards d'êtres humains. Aussi farfelu que fût son recensement, Petty partait au moins de l'hypothèse que l'ensemble des peuples formait une seule et même humanité.

La révolution industrielle, précédée de l'expropriation des paysans, plongea dans le plus complet dénuement des millions d'hommes, de femmes et d'enfants, qui se retrouvèrent exclus de la société. Le pasteur

anglican Malthus (1766-1834), à l'origine des théories sur la surpopulation, pensait avoir mis en lumière « *la tendance constante qui se manifeste dans tous les êtres vivants à accroître leur espèce plus que ne le comporte la quantité de nature qui est à leur portée* »⁵. Il séparait la population en trois classes : les propriétaires fonciers qui vivaient de leur rente, les fermiers et artisans, et la classe des travailleurs. Or la démographie n'était pas la même parmi ces classes sociales. Pour éviter la dispersion de leurs richesses, les riches, et même les artisans ou fermiers, avaient intérêt à limiter leur progéniture, du moins celle qu'ils reconnaissaient. Les travailleurs, qui en étaient réduits à vivre au jour le jour, avaient des familles plus nombreuses. Malthus en concluait qu'il ne fallait pas aider les pauvres, sous peine de les voir se reproduire sans limite. Il donnait ainsi une justification morale à la vision des classes possédantes, à leur ordre social : la misère effroyable dans laquelle se débattaient les familles de travailleurs ne venait pas de l'exploitation, mais de leur fâcheuse manie de faire plus d'enfants qu'ils ne pouvaient en nourrir. Et ce sont les mêmes inepties que l'on entend revenir dans chaque situation de crise, et qui sont aujourd'hui propagées par de pseudo-intellectuels face à la crise écologique.

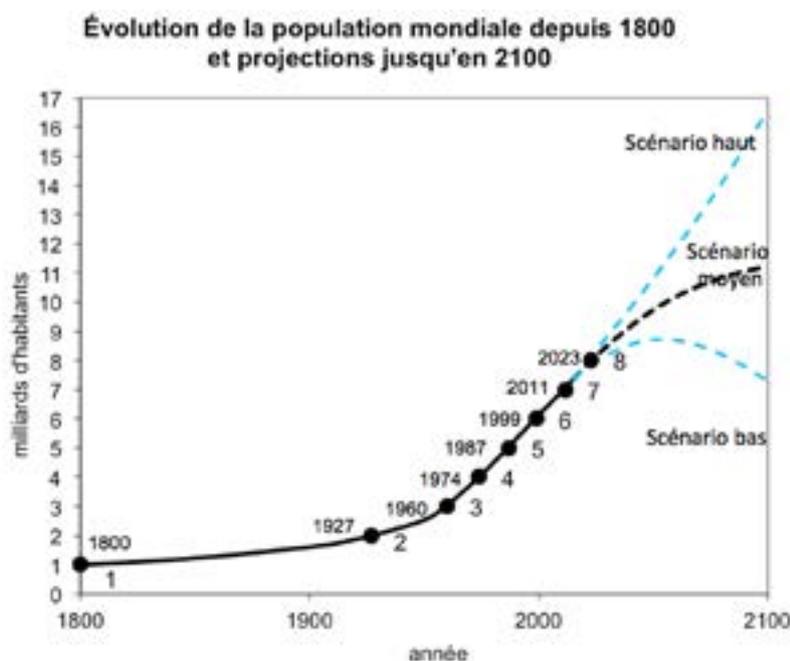
À l'époque de Malthus, les progrès de la production agricole ont réfuté ses thèses. Le développement des rendements, notamment grâce à l'utilisation d'engrais minéraux, a permis de faire baisser les prix des aliments de base et de nourrir plus de monde. En

3 Le 13 novembre 2017 dans la revue *BioScience* : « *En échouant à limiter adéquatement la croissance de la population, à réévaluer le rôle d'une économie fondée sur la croissance, à réduire les émissions de GES [gaz à effet de serre], à encourager le recours aux énergies renouvelables, à protéger les habitats naturels, à restaurer les écosystèmes, à enrayer la pollution, à stopper la "défaunation" et à limiter la propagation des espèces exotiques envahissantes, l'humanité omet de prendre les mesures urgentes indispensables pour préserver notre biosphère en danger.* »

4 Conférence du 11 juin 2019, accessible sur Internet.

5 Thomas Robert Malthus, *Essai sur le principe de population*, 1798.

DR



L'évolution de la population mondiale : les progrès de la médecine ont permis une augmentation de la population mais certains y voient le drame de l'humanité.

Grande-Bretagne, entre 1800 et 1900, la population passa de 10 à 40 millions d'individus. Le pays augmenta sa production agricole et importa les céréales nécessaires à la consommation. Après la Deuxième Guerre mondiale, il était même en mesure de produire suffisamment pour sa propre population et d'exporter.

Depuis la révolution industrielle, la sous-alimentation ou les famines qui frappent régulièrement différentes régions du monde ne sont pas dues à un manque de nourriture. Plusieurs fois, comme lors de la crise de 1929, c'est même la surproduction qui a paradoxalement engendré une augmentation de la sous-alimentation. Et alors que, depuis 2015, on connaît de nouveau une augmentation du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, la production alimentaire n'est pas en cause.

La crainte d'une surpopulation mondiale n'a pour autant jamais disparu. En 1968, le biologiste Garrett Hardin, dans son livre *La tragédie des communs*, partait d'une fable

pour illustrer son propos. Un pâturage était mutualisé par des éleveurs cherchant à prospérer, mais ces derniers, par leur comportement individuel, finissaient par ruiner ce bien commun. Cette histoire était censée démontrer l'existence d'un mécanisme irrésistible qui pousserait les individus à se reproduire jusqu'à détruire leurs ressources naturelles. Hardin recommandait donc soit un contrôle de la reproduction humaine par l'État, soit la création d'un droit à enfanter monétisable et échangeable. Sa théorie légitimait par ailleurs la mainmise sur toutes les richesses de la nature qui, sans propriétaire, auraient été gaspillées. En 1972, quatre scientifiques publièrent un ouvrage intitulé *Les limites à la croissance*⁶, commandé par le club de Rome, un groupe de réflexion international réunissant industriels, scientifiques, hauts fonctionnaires internationaux et économistes pour réfléchir aux destinées de leur monde. Basé sur des simulations informatiques définissant les conséquences de la crois-

sance économique à plus ou moins long terme, le rapport disait : « *Les ressources naturelles seront épuisées dans le siècle si la croissance démographique et économique ne s'arrête pas.* »

ANNÉES 1950 : POLITIQUE NATALISTE DES PAYS RICHES, CONTRÔLE DES NAISSANCES IMPOSÉ AUX PAYS PAUVRES

Lorsque, dans les années 1950, la mortalité infantile baissa dans les pays du tiers-monde, l'accroissement de la population fut présenté comme l'un des problèmes cruciaux de la planète, en particulier par les représentants des pays impérialistes. Il ne s'agissait pas pour eux de réduire la natalité dans les familles chrétiennes des pays riches, qui dépassaient les trois ou quatre enfants, la forte natalité étant souvent favorisée par une politique d'allocations familiales. C'est toujours l'accroissement de la population des pays pauvres qu'ils dénonçaient.

L'inquiétude, aux relents racistes, devant cette « explosion démographique » faisait la une des journaux. Dans les années 1960, un fonds des Nations unies pour les activités en matière de population (FNUAP) finança des campagnes de planning familial et d'éducation à la contraception. De nombreuses ONG s'attribuèrent un rôle dans cette campagne, qui avait plus à voir avec les inquiétudes des impérialistes quant au maintien de leur hégémonie qu'avec la lutte pour le droit des femmes à contrôler leur sexualité et leur fécondité. De son côté, la FAO (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) poussait un cri d'alarme : si la population augmentait, l'agriculture ne suivrait pas. Avec le premier choc pétrolier, en 1973,

⁶ Parfois désigné aussi sous le nom de « rapport Meadows ».

le FMI et la Banque mondiale conditionnaient leurs prêts à la réduction de la fécondité.

En Inde, le gouvernement imposa la stérilisation forcée de millions de femmes et d'hommes. Au plus fort de cette campagne, en 1976-1977, 8,3 millions d'Indiennes et d'Indiens en furent victimes. En Chine, le gouvernement imposa en 1979 la politique de l'enfant unique. En réalité, les démographes savent que la fécondité baisse avec l'élévation du niveau de vie. L'ONU prévoit aujourd'hui une augmentation de moins en moins forte de la population mondiale, qui atteindrait 9,7 milliards d'individus en 2050⁷, puis sa stagnation. Ce ne sont que des prévisions, mais elles s'appuient sur le fait que, même dans les pays où des politiques de réduction de la fécondité aussi violentes que celle de l'Inde ou de la Chine n'ont pas été menées, cette baisse a eu lieu. Alors qu'en 1950 dans le monde, les femmes avaient en moyenne 4,7 enfants au cours de leur vie, ce taux est passé à 2,4 enfants en 2017. En Amérique latine, la fécondité est de deux enfants par femme ; en Asie, de 2,1 ; en Afrique elle est de 4,5, mais diminue également.

Si l'argument de la démographie revient aujourd'hui, c'est essentiellement sous l'angle de l'impact écologique et non sous celui de la famine. La démographie de l'Inde ou de la Chine est présentée comme une menace : en s'industrialisant, en permettant à une fraction de leur population d'accéder à un niveau de vie comparable à celui des pays riches, ces pays émettraient trop de gaz à effet de serre, pollueraient et détruiraient l'environnement. Tous les arguments anticonsuméristes sont ainsi utilisés. Les moyens mobilisés pour obtenir l'énergie essentielle au développement d'un pays, voire à

la vie des individus, sont mis en cause. Ainsi, les centrales à charbon chinoises sont pointées du doigt, de même que les comportements de paysans pauvres qui participent à la déforestation pour s'alimenter et construire leurs habitations.

Les scientifiques qui alertent sur les dangers qui guettent l'humanité ont bien sûr raison de le faire. Mais ceux d'entre eux qui professent des idées malthusiennes ou néomalthusiennes mettent en avant des idées réactionnaires. Une majorité de ces scientifiques dénoncent pourtant l'économie basée sur le profit, l'action des grands groupes capitalistes. Mais ils se refusent à remettre en cause l'organisation capitaliste de la société. Cela les conduit à négliger le fait que l'organisation sociale repose sur la mainmise de la bourgeoisie sur l'économie. Ils ignorent le fait qu'une classe sociale, la classe ouvrière, aurait les moyens de la renverser, pour construire une société dont les choix en matière de production, et donc d'environnement, n'obéissent plus à la loi du profit individuel.

C'est ce qui conduit les défenseurs du malthusianisme à placer l'avenir de l'humanité sur le terrain de la survie d'un petit nombre, ou de la lutte contre la consommation. Ils prônent la réduction du nombre d'êtres humains ou des mesures fiscales contraignantes contre la consommation, toujours au détriment des plus pauvres.

Pourtant, la centralisation des moyens de production, aboutissement du développement capitaliste, serait un formidable levier pour modifier rapidement les choix économiques, les comportements, à condition de les soustraire à la loi du profit. L'utilisation des moyens de communication, de la publicité, non plus pour vendre, mais pour permettre

d'échanger et de décider des choix à faire dans la production et la consommation, en toute conscience et avec pour seul objectif d'assurer le bien-être et l'épanouissement de l'ensemble de la société, pourrait préserver son avenir et celui de la planète.

L'IMPACT DE L'HOMME SUR L'ENVIRONNEMENT

L'ensemble du vivant a un impact sur l'environnement : les animaux le modifient par leur seule présence, et la plus insignifiante des modifications peut favoriser une espèce contre une autre et engendrer des changements importants. Cependant, ces modifications sont très lentes.

L'homme a modifié son environnement dès les débuts de l'humanité, et en particulier avec la révolution néolithique, lorsque le développement de l'agriculture a poussé à la déforestation. Avec la révolution industrielle, ces bouleversements ont changé d'échelle. Engels écrivait, dans *Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme (1876)* : « *Cependant, ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées mais, en second et troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ses premières conséquences.* » Il ajoutait : « *Les capitalistes individuels qui dominent la production et l'échange ne peuvent se soucier que de l'effet utile le plus immédiat de leur action. Et même cet effet utile (dans la mesure où il s'agit de l'usage de l'article produit ou échangé) passe entièrement au second plan ; le profit à réaliser par la vente devient le seul moteur.* »

⁷ Rapport 2019 de l'ONU, *Perspective de la population dans le monde*.

La concentration de CO₂ a très fortement augmenté à partir de la révolution industrielle puis après la Deuxième Guerre mondiale.



Malgré des connaissances scientifiques plus solides qu'au 19^e siècle, qui auraient pu permettre aux hommes de mieux appréhender les effets de leurs actes, la société capitaliste n'a pas fait preuve de plus de prudence. Un siècle et demi après ce texte, les capitalistes ne sont pas plus soucieux des biens collectifs et leur économie est toujours aussi aveugle.

Pour les tenants de la collapsologie, le problème est ailleurs : dans la nature même des hommes, inconscients des dégâts qu'ils peuvent provoquer. Jared Diamond, professeur de géographie à l'Université de Californie et auteur de l'ouvrage *Effondrement : comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* (2005) sur lequel s'appuient les collapsologues, parle de sociétés humaines écocides, c'est-à-dire incapables de limiter leur impact sur l'environnement jusqu'à mettre en péril leur propre civilisation. Il tient pour preuves de ses thèses l'autodestruction de la civilisation maya ou la quasi-disparition de la population de l'île de Pâques. Mais les interprétations proposées par Diamond ont été contestées. Il explique ainsi par la surpopulation du pays le génocide rwandais, de même que la si-

tuation catastrophique d'Haïti... La notion d'écocide est d'autant moins convaincante que Diamond décrit l'ingéniosité déployée par les hommes de nombreuses civilisations pour utiliser au maximum le potentiel de leur milieu tout en veillant à sa préservation.

Les hommes ne sont pas des prédateurs inconscients des conséquences de leurs actes. Cette inconscience est plus souvent propre aux classes dominantes. Dès l'ascension de la bourgeoisie, des pollutions localisées, mais de très grande ampleur, sont apparues. Par exemple, les mines d'argent de Nouvelle Espagne aux 17^e et 18^e siècles consommaient en moyenne 600 tonnes de mercure par an, qu'elles dégageaient en vapeurs. Avec la révolution industrielle, ces pollutions ont pris une tout autre ampleur. Les fumées noires rejetées par les machines à vapeur fonctionnant au charbon, les produits toxiques rejetés dans les sols et les rivières, atteignirent un tel niveau qu'ils menacèrent la santé de tous. De nombreux conflits eurent lieu entre les populations et les pouvoirs en place, complices des industriels. Ces batailles ont été perdues : les pouvoirs politiques, les grands patrons

et les scientifiques ont le plus souvent, main dans la main, imposé ces pollutions au nom du développement économique et de la concurrence. Les États des pays riches ont certes parfois fini par imposer quelques mesures contraignantes aux industriels. Mais bien souvent une pollution visible a été remplacée par une autre, invisible, et surtout les activités les plus polluantes ont été délocalisées vers les pays pauvres. Cependant, aucune population n'est restée sans réaction face à la violence de la bourgeoisie et aux conséquences de l'exploitation des hommes comme des terres ou du sous-sol.

L'URSS aurait pu montrer une autre voie. Il lui fallait s'approprier le niveau de technologie des pays impérialistes, et elle le fit dans une situation désespérée. Avec la victoire de la bureaucratie stalinienne, qui parasitait l'économie socialisée à son profit, les progrès techniques et industriels furent détournés. Isolée, l'URSS se retrouvait face à la menace constante des pays impérialistes, qui contraignait aussi ses choix. Ses dirigeants ne se préoccupèrent pas plus de l'environnement que de la condition ouvrière. La dictature stalinienne empêcha toute

adaptation des plans d'industrialisation et toute réflexion sur leurs conséquences à long terme, montrant par là même que la planification ne suffit pas, si ce ne sont pas les intérêts collectifs qui la régissent.

SE DÉBARRASSER DU MODE DE PRODUCTION INDUSTRIEL OU DU CAPITALISME ?

En choisissant de qualifier l'organisation sociale de « civilisation thermo-industrielle », les auteurs de *Comment tout peut s'effondrer* détournent l'attention du système économique pour la focaliser sur la dépendance aux énergies fossiles et sur leur épuisement possible. Or, à chaque fois, l'épuisement des réserves pétrolières annoncé à plusieurs reprises a été repoussé. Les nouvelles techniques de détection ont encore permis de découvrir de nouveaux gisements. Certes, l'énergie nécessaire à leur extraction les rend de moins en moins rentables. Mais, à coups de subventions étatiques de toutes sortes, avec la possibilité d'emprunter des sommes colossales à faibles taux, l'affaire reste rentable pour les compagnies pétrolières, d'autant qu'elles n'en assument pas les conséquences environnementales. Les intérêts des compagnies pétrolières, dont la devise est « après les prochains profits, le déluge », sont à l'opposé de ceux de la société.

Mais toute la bourgeoisie raisonne de la même façon et les gouvernements, s'ils professent aujourd'hui des préoccupations environnementales, n'en continuent pas moins à mettre à la disposition de leurs capitalistes tous les moyens de continuer à faire du profit, quitte à lui sacrifier les hommes et la nature. La marche à la guerre puis les deux guerres mondiales elles-

mêmes ont été particulièrement propices à cette fusion entre les intérêts des capitalistes et la politique de leur État. Il en résulta une accélération de la destruction des équilibres écologiques après la Deuxième Guerre mondiale.

L'industrie de guerre s'est développée grâce aux commandes d'État. Ses infrastructures, les progrès techniques qu'elle avait permis, ont modelé le développement technologique en temps de paix. Les nouvelles installations devaient être rentabilisées. La première usine de fabrication d'ammoniac, en 1913, était destinée à produire des explosifs nitrés. Cette production fut réorientée ensuite vers les engrais azotés pour l'agriculture. En sens inverse cette fois, le zyklon B, utilisé pour les chambres à gaz, avait d'abord été un insecticide. Les tonnes d'agent orange déversées au Vietnam ont été utilisées dans l'agriculture. Une fois mis au point, ces nouveaux produits étaient livrés au secteur privé. L'industrie de l'aluminium, indispensable à la guerre, a trouvé des débouchés après la guerre, en profitant de subventions étatiques, notamment dans la construction de logements, alors que sa production est toxique. Dans un autre domaine, les États ont choisi de promouvoir l'aviation civile après 1944, après que la guerre avait engendré un développement explosif de l'aviation militaire, ce qui s'est traduit, entre autres, par l'exonération de taxe sur le kérosène. Au-delà des dévastations et du recul qu'elles représentent pour toute l'humanité, les guerres et leur préparation ont également englouti des masses d'énergies fossiles et de produits chimiques. Le capitalisme, arrivé à l'âge sénile, de plus en plus financier et étouffant sous ses propres contradictions, demeure un système

économique basé sur l'exploitation des hommes, qui va de pair avec celle de la nature.

Dès les débuts de l'industrialisation, de nombreux économistes bourgeois, parmi lesquels Say et Ricardo, exprimaient leur admiration devant la richesse du sous-sol, constituée au cours de millions d'années et disponible pour l'industrie. Mais leurs contemporains n'étaient pas tous aveuglés par ces progrès. Marx expliquait : « Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les États-Unis du nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur. »⁸ Marx n'en déduisait pas qu'il fallait limiter l'industrie et le progrès, mais qu'il était d'autant plus nécessaire de socialiser ces moyens de production, pour permettre d'en mesurer pas à pas l'impact sur la nature et rendre compatibles progrès technique, production de masse et gestion durable de l'environnement.

Entre crise et période de prospérité, la question de la destruction de la planète a toujours été plus ou moins présente. Mais, à chaque fois que

8 Karl Marx, *Le Capital*, livre 1.



Les dégâts causés en Équateur par Chevron. La multinationale américaine refuse de les payer.

des intellectuels se sont préoccupés de l'environnement, ils ont séparé les conséquences du développement de l'industrie et de l'agriculture de la domination bourgeoise sur l'économie et de l'irresponsabilité et du gâchis qu'elle implique.

Quel avenir est réservé à l'humanité? Les collapsologues répondent qu'il est déjà trop tard. Ils n'imaginent pas que la société humaine puisse être radicalement transformée sous l'effet d'une révolution sociale, ils théorisent leur résignation en attribuant la catastrophe à venir à des caractéristiques qui seraient propres à l'humanité.

En tant que communistes révolutionnaires, nous avons confiance dans les capacités

de l'humanité à résoudre les problèmes. Son histoire a largement démontré sa formidable capacité d'adaptation. La quête insatiable de connaissances et de moyens d'agir sur la nature est propre à l'humanité: elle pourrait lui permettre de sortir de la crise qu'elle traverse. L'organisation sociale capitaliste est synonyme d'anarchie et de gâchis sans limite des ressources, humaines et environnementales. Sous la domination du capital, les possibilités fantastiques de l'humanité sont entravées par l'exploitation, les inégalités et la violence des rapports sociaux qu'elles entraînent. Mais le capitalisme n'est pas la forme ultime d'organisation de la société, comme le conçoivent les collapsologues,

pour qui la lutte des classes n'existe pas. Les exploités ont toujours lutté et, à plusieurs reprises, la classe ouvrière a ébranlé le système. Elle est en mesure de renverser la bourgeoisie et de bâtir une société libérée de la dictature du profit individuel. Les communistes révolutionnaires, qui militent pour que la classe ouvrière prenne conscience de son rôle historique et renverse la domination capitaliste, sont à l'opposé des collapsologues et de leurs théories funestes. La seule perspective d'avenir possible est du côté des travailleurs, du côté de la révolte des opprimés du monde entier. L'optimisme est du côté des révolutionnaires.

10 septembre 2019



Le Nouveau parti anticapitaliste, dix ans après

Il y a un peu plus de dix ans, en 2008, après qu'Olivier Besancenot eut obtenu 1,5 million de voix (4,1 %) à l'élection présidentielle de 2007, les comités d'initiative pour un Nouveau parti anticapitaliste (NPA) lancés par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) attiraient des milliers de nouveaux membres. En janvier 2009, ces comités se réunissaient en congrès pour fonder le NPA, deux jours après que la LCR se fut dissoute. La campagne pour le NPA et sa fondation semblaient être alors une réussite. La LCR, qui revendiquait alors 3 200 membres, laissait la place à un nouveau parti de 9 200 membres.

Mais les années qui suivirent furent quasiment toutes en recul, du point de vue des effectifs. Aujourd'hui, le NPA revendique environ 2 000 adhérents, dont un peu plus de la moitié se sont exprimés dans les votes en vue de son quatrième congrès en février 2018. Lors de ce congrès, à notre connaissance, aucun bilan de cette expérience ne fut mis à l'ordre du jour, ni sur le plan politique, ni sur le plan organisationnel. Mais il reste que ces dix années d'existence du NPA, tout comme d'ailleurs la tentative similaire du PCI lambertiste de devenir un parti large en faisant disparaître ses références politiques (Parti des travailleurs dans un premier temps, Parti ouvrier indépendant ensuite), sont une leçon de choses, au moins par la négative.

« DÉPASSER » LA LCR, UNE IDÉE ANCIENNE

Depuis longtemps, la LCR cherchait à s'élargir politiquement. Dans les années 1980 et 1990, toute son activité était tournée vers les associations (Attac, Ras l'Front, DAL, SOS



Congrès de fondation du NPA, en janvier 2009, à Saint-Denis.

racisme). L'activité politique de la LCR était subordonnée au « mouvement social » que formaient ces associations, dont aucune ne se situait ni sur le terrain du communisme, ni même sur le terrain de la classe ouvrière. L'activité dans les syndicats était conçue non pas en direction des travailleurs du rang, mais en direction des directions syndicales, quitte à participer activement à la création des syndicats Sud. Sur le terrain politique, le suivisme de la LCR des années 1980 et 1990 se justifiait au

nom de la « politique unitaire ». Alain Krivine expliquait ainsi en 2008 : « L'idée de nous élargir un jour est une très vieille idée. Cela explique d'ailleurs que nous avons toujours eu une pratique unitaire. Jusqu'en 1995, nous n'avons pratiquement jamais fait campagne en notre nom. Nous avons fait la campagne Juquin en 1988, retirant d'ailleurs ma candidature pour cela [...]. Nous avons participé à tous les collectifs possibles, en retirant nos candidats, voire notre sigle. »¹ Le but de la LCR n'était donc pas d'implanter les idées

1 Entretien avec Louis Weber, rapporté dans « Le Nouveau parti anticapitaliste, LCR-bis ou ouverture à tous les courants de l'autre gauche ? », *Savoir/Agir* 2008/3 (n° 5), p. 123-134.

communistes révolutionnaires dans la classe ouvrière, de planter un drapeau et de rayonner autour, mais de s'élargir, quitte à mettre ce même drapeau dans sa poche, pour pouvoir toucher, atteindre, le milieu militant à la gauche de la gauche, les militants associatifs, les responsables syndicaux, en allant sur leur terrain, en tout cas, en les ménageant. Ce suivisme se traduira à partir de la fin des années 1980 par une volonté de participer à la recomposition de la gauche qualifiée de radicale, celle qui se situe à la gauche du PS. Ainsi, à la présidentielle de 1995, la LCR appela à voter indifféremment pour Dominique Voynet (Verts), Robert Hue (PCF) et Arlette Laguiller. Cette politique « unitaire » vis-à-vis de la gauche dite radicale mais profondément réformatrice, ce que la LCR ne niait pas d'ailleurs, se traduisit par la volonté, dès la fin des années 1990, après la chute du mur de Berlin, de retirer du nom de l'organisation la référence au communisme, une référence ressentie comme un obstacle à la place de la LCR dans la recomposition de la gauche radicale. En 1998, le congrès de la LCR vota à 60% pour un tel changement de nom. Le changement ne se fit pas car il fallait alors une majorité des deux tiers. Ce n'est qu'après avoir obtenu plus de 4% des suffrages, en présentant Olivier Besancenot aux élections présidentielles de 2002 et de 2007, que la LCR rompit officiellement en tant qu'organisation avec le trotskysme. Le raisonnement de ses dirigeants était le suivant : « Avec la mondialisation et les patrons qui ne lâchent plus rien, les réformes au sens traditionnel ne sont plus possibles. Si la social-démocratie en tant que force réformatrice ne veut pas disparaître, elle doit donc impérativement s'adapter à cette nouvelle situation. Ce qui ouvre une place à une

*nouvelle gauche, radicalement anticapitaliste. Avec l'effondrement du Parti communiste, la situation est donc mûre pour la construction d'un nouveau parti, qui ne s'appellera bien entendu pas NPA. C'est, en résumé, la base de notre réflexion. »*² Avec une gauche de gouvernement, PCF et PS, discréditée, en pleine déconfiture électorale, une social-démocratie n'ayant plus rien à offrir et devant faire un pas à droite, la LCR estimait qu'il y avait un espace à occuper, ce que confirmaient, à ses yeux, les résultats électoraux de l'extrême gauche, et qu'un nouveau parti « anticapitaliste » pouvait être le pivot, le centre, de cette recomposition. La transformation de la LCR en NPA en 2009 est la conclusion de toute cette politique.

LE NPA EN CONCURRENCE AVEC LES COURANTS RÉFORMISTES

L'espace visé par la LCR, qu'elle désignait sous la formule de « gauche de la gauche », était donc celui aussi ciblé par des militants réformistes. Les résultats de l'extrême gauche entre 1995 et 2007, dépassant les 5%, approchant même les 10% en 2002 (1,63 million de voix pour Arlette Laguiller et 1,21 million pour Olivier Besancenot), ne résultaient pas d'une radicalisation d'une partie de l'électorat ouvrier. Les candidats d'extrême gauche

étaient alors en fait les seuls à se présenter face à ceux de la gauche gouvernementale. Voter pour les premiers permettait aux déçus de la gauche d'exprimer une méfiance vis-à-vis des seconds, sans changer de bord. Les bulletins d'extrême gauche furent donc utilisés par les électeurs pour sanctionner les partis réformistes traditionnels, le PS et le PC, ce qui était certes positif et constituait même une certaine démonstration politique. Mais cela n'allait pas plus loin. Cette limite, nous l'avons vérifiée en allant à la rencontre de ces électeurs, en particulier au travers de nombreuses réunions organisées après ces résultats dès 1995. Il suffisait de discuter avec ces électeurs pour se rendre compte qu'il n'y avait pas, la plupart du temps, dans ces votes autre chose qu'un vote sanction, que ces votes ne traduisaient pas une adhésion aux idées révolutionnaires. Il suffisait aussi de discuter avec eux pour mesurer qu'une nouvelle génération de militants en rupture avec les partis traditionnels, susceptible d'évoluer vers les idées communistes révolutionnaires, n'était pas en train d'émerger. En revanche, il était évident qu'une fraction de l'électorat de gauche, tout en restant réformatrice, ne se sentait plus représentée par ses partis traditionnels. Cette base électorale pouvait susciter des illusions. La base politique sur laquelle le NPA s'est créé, justifiant l'abandon des référé-

Olivier Besancenot et Jean-Luc Mélenchon lors d'un débat à Paris, le 6 mai 2010.



SIPA

2 Ibid.

rences au communisme révolutionnaire, confirme cela à sa manière. L'abandon de ces références était le préalable nécessaire pour rassembler des militants en réalité réformistes, impressionnés par les résultats électoraux d'Olivier Besancenot, voire ceux d'Arlette Laguiller. En somme, ce n'étaient pas ces militants qui allaient vers la LCR, mais la LCR qui allait sur leur terrain, qui s'adaptait à eux en s'ouvrant à leurs idées, l'anticapitalisme étant un terme suffisamment vague pour que toute une partie de ce milieu puisse s'en revendiquer.

Mais la LCR ne fut pas la seule organisation à estimer que le discrédit du PS et du PC avait créé un espace politique à gauche de ces organisations. Mélenchon quitta le Parti socialiste en novembre 2008. Le Parti de gauche qu'il forma alors chercha lui aussi à recomposer la «gauche de la gauche» en organisant les déçus de la gauche réformiste traditionnelle. Faire renaître l'illusion du neuf autour d'un politicien mitterrandolâtre, Jean-Luc Mélenchon, pourtant au cœur du système depuis près de trente ans, fut du grand art. Le Parti de gauche et le NPA s'adressaient donc aux mêmes courants, aux mêmes militants. Ils furent en concurrence dès 2009. Pour les élections européennes de cette année-là, ils négocièrent des listes communes. Mais, chacun pensant l'emporter sur l'autre, ils se présentèrent séparément, le résultat avantageant légèrement le Front de gauche naissant, alliant Mélenchon et PCF, qui fit 6,05 %, quand le NPA fit 4,88 %. La montée en puissance de Mélenchon, épaulé par le PCF et par ses militants, se fit, au moins en partie, en ramenant à lui cet électorat qui n'avait trouvé entre 1995 et 2007 que les bulletins de vote LO ou LCR pour s'exprimer mais qui, sur

le fond, préférait le réformisme affiché du Front de gauche aux ambiguïtés du NPA, dont les origines trotskystes étaient encore manifestes, et au communisme révolutionnaire affirmé par notre courant.

La concurrence du Front de gauche ne fut pas sans conséquence pour le NPA. Le Front de gauche s'avérait plus efficace dans la recomposition. Aussi, dès mars 2009, un premier courant du NPA fit scission pour rejoindre la coalition du Front de gauche. En 2011, deux autres courants du NPA suivirent et en 2012, après de longs débats sur le fait d'abandonner ou pas la campagne de Poutou pour rejoindre celle de Mélenchon, tout un courant composé de militants historiques de la LCR abandonna le NPA pour se fondre dans le Front de gauche.

2018, LE QUATRIÈME CONGRÈS DU NPA

Le déclin du nombre d'adhérents du NPA a modifié ses équilibres internes. Les tendances estimant que la recomposition de «la gauche de la gauche» passait finalement par Mélenchon sont parties les unes après les autres, laissant avec les dirigeants historiques du NPA divers courants plus ou moins hostiles à cette perspective d'élargissement politique. Les scissions et les départs ont mécaniquement renforcé la gauche du parti, le laissant de plus en plus divisé. Ainsi son congrès 2018 a donné 48 % à la tendance Besancenot-Krivine-Poutou, tandis que six autres courants se réclamant du communisme révolutionnaire (dont des militants issus de notre courant qui avaient adhéré à la perspective que représentait le NPA ou qui avaient trouvé là un refuge) ont rassemblé un pourcentage

équivalent des militants qui se sont exprimés, donnant l'image d'un parti balkanisé.

Les débats internes ont tourné autour de trois problèmes : l'état des relations entre les différents courants, l'attitude à avoir vis-à-vis de la gauche de la gauche et le type de parti à construire. Les dirigeants historiques, Alain Krivine, Olivier Besancenot et le candidat à la présidentielle Philippe Poutou, s'étaient cette fois-ci alliés, avec l'objectif de construire une majorité. Ils affirmaient alors que le NPA se devait d'avoir une «politique de front unique» en direction de La France insoumise, le nouveau nom que Mélenchon donna à son rassemblement après sa rupture avec le PCF. Léon Crémieux, un représentant de cette tendance, le disait alors ouvertement : «*Mélenchon et La France insoumise s'adressent aux mêmes militants du mouvement social que nous le faisons. L'exigence que nous devons porter, avec les forces locales du NPA, notamment, est celle de construction de rassemblements militants unitaires, tout en dégagant une autre orientation que celle de la FI.*» Il s'agit pour eux de s'adresser au même milieu que LFI mais sans disparaître, contrairement aux tendances qui avaient quitté le NPA, dans l'espoir de constituer à nouveau le pivot du rassemblement. En 2017, cette politique s'est manifestée dans les élections législatives où, au premier tour, tandis que leur organisation appelait officiellement à voter LO, des militants locaux du NPA accordèrent leur soutien aux candidats de LFI, du PC, voire appelèrent à voter «*pour toute formation à la gauche du PS*». ³ Le NPA appela à voter systématiquement pour ceux présents au second tour, comme pour ceux du PCF ⁴.

Les principales discussions du congrès de 2018 ont

3 Articles en ligne : «Deux tribunes à propos du vote LO aux législatives», 7 juin 2017.

4 Article en ligne de Sandra Demarcq, «La France insoumise & PCF : sourires ou gueule de bois?», 15 juin 2017.



PHOTO THÉQUE ROUGE

La tribune du quatrième congrès du NPA, en février 2018.

cependant porté sur des problèmes internes. Les dirigeants historiques disaient vouloir « (re) construire les cadres de confiance militants et rompre avec les pratiques sectaristes, les invectives ». C'est dire l'ambiance délétère qui devait régner entre les différentes tendances, ce que les uns et les autres résumaient comme une crise de direction, critiquant « les courants qui ont leurs propres financements indépendants du parti » et ceux dont « l'activité est contradictoire avec l'activité du parti ». Cela conduit à un constat : le NPA est aujourd'hui un assemblage de fractions, plutôt qu'un parti. De l'extérieur, il est difficile de faire la part des choses. Mais le tableau qu'ils ont dressé de ses relations internes montre que le NPA ne s'inscrit pas dans les traditions du mouvement ouvrier révolutionnaire, celles que nous avons héritées de Lénine, des bolcheviks et de l'Internationale communiste, celles de partis communistes révolutionnaires qui soient des instruments de propagande,

une école pour les travailleurs, participant à la vie de la classe ouvrière et à toutes ses luttes, y compris les plus immédiates. Mais des partis qui soient surtout des instruments de la lutte pour la révolution, des instruments que le prolétariat devra utiliser pour arracher le pouvoir politique à la bourgeoisie. De tels partis ne peuvent fonctionner que sur la base du centralisme démocratique, avec des militants dévoués à la cause du communisme révolutionnaire, acquis aux idées marxistes. Ni le NPA ni la LCR ne se sont donné cet objectif d'un parti construit sur la confiance réciproque seulement possible entre militants révolutionnaires organisés vers un même but. Les bases politiques du NPA sont en fait tellement larges, elles permettent à tant de contradictions d'exister sous un même toit, qu'elles menacent de paralyser l'ensemble. Que chaque fraction, chaque tendance fasse ce qu'elle veut, était déjà un usage au sein de la LCR, un usage qui atteint visiblement

son paroxysme.

Au sein du NPA, des courants minoritaires se revendiquent du communisme révolutionnaire et disent vouloir tourner le parti vers la classe ouvrière. Mais ce qui préoccupe surtout leurs militants est la lutte fractionnelle. Ainsi la tendance Courant communiste révolutionnaire (CCR, 10 % des voix en 2018) fait ouvertement de l'entrisme et milite pour une organisation internationale, la Fraction trotskyste – Quatrième Internationale (FTQI), autre que celle des dirigeants historiques qui viennent de la LCR – le Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale (SU), dont le NPA est, en tant que parti, « observateur ». Le CCR, qui édite le site Internet Révolution permanente, considère le NPA comme un incubateur lui permettant d'exister et de recruter. Si ce courant reproche à juste titre au NPA son suivisme par rapport à LFI, il en a fait de même lors des manifestations indépendantistes catalanes de début 2018, quand il a lui aussi repris les mots d'ordre indépendantistes

de la petite bourgeoisie catalane, tout en reprochant au NPA de ne pas critiquer les Puigdemont et autres comme des indépendantistes inconséquents. Un autre courant, Anticapitalisme et révolution (A & R, 12,5% des voix), défend quant à lui une politique dite de front social, qui consiste à regrouper des militants et responsables syndicaux qui contestent les dirigeants des confédérations syndicales ou qui sont en concurrence avec celles-ci. Une politique de construction « par en haut », qui n'est pas non plus une politique d'implantation des idées communistes révolutionnaires dans la classe ouvrière. Deux autres tendances, Démocratie révolutionnaire (DR) et l'Étincelle, formées à partir de militants issus de notre courant, impressionnés eux aussi par les résultats de l'extrême gauche au tournant des années 2000, s'étaient alliées en 2018 et avaient obtenu 17% des voix. Si toutes les deux disent vouloir aujourd'hui tourner le NPA vers l'implantation des idées communistes révolutionnaires dans la classe ouvrière, elles ont pourtant deux approches différentes. DR a ainsi été au sein de la majorité dirigeant le NPA pendant plusieurs années et a défendu et même organisé la tentative de dépassement de la LCR en collaboration avec ses dirigeants historiques. L'Étincelle est quant à elle surtout préoccupée par le développement de sa propre fraction au sein du NPA et considère, comme le CCR, le NPA comme un milieu qui lui permet de recruter, un toit commun qui lui permet d'exister à moindres frais. Ces tendances construiront-elles un parti communiste révolutionnaire comme elles en affichent l'ambition ? Leur position au sein du NPA en tant

que fraction limite leurs possibilités. Ces fractions pourraient certes gagner une majorité plus franche au sein du NPA. Il faudrait encore qu'elles se mettent d'accord.

APRÈS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Les contradictions internes du NPA se sont manifestées avant, pendant et après les élections européennes. Le NPA ne s'y est pas présenté, avançant l'argument du manque de moyens financiers. Une organisation militante sait pourtant trouver les moyens, quand elle estime que c'est nécessaire. D'autres courants politiques, étrangers au mouvement ouvrier, ont d'ailleurs réussi à se présenter à ces élections en ayant moins de moyens que le NPA, et en étant moins connus. Il faut donc plutôt voir dans l'absence du NPA aux élections européennes le reflet de ses dissensions internes, l'incapacité pour ses tendances à se mettre d'accord, une incapacité à mettre au bilan des choix politiques et organisationnels qui ont été faits. Ces dissensions ont été perceptibles pendant la campagne. Toutes les fractions du NPA ont en réalité fait campagne chacune à leur manière, avec des réunions sur les thèmes qui leur tenaient à cœur (contre les guerres et le militarisme, contre Macron et l'Europe forteresse, contre l'austérité), mais pas vraiment dans l'unanimité. D'ailleurs, si trois des fractions du NPA ont relayé son appel à voter LO, « malgré leurs divergences importantes », les dirigeants les plus connus du NPA sont restés bien discrets sur ce sujet. Une tribune intitulée « Pourquoi

nous n'appellerons pas à voter LO aux européennes », parue l'avant-veille du scrutin dans *l'Anticapitaliste*, explicite d'ailleurs les réticences d'une partie du NPA : cela enfermerait le NPA « dans un tête-à-tête exclusif et stérile » en obscurcissant « l'image à la fois radicale, unitaire et ouverte du NPA, qui peut lui permettre de prétendre jouer un rôle utile ». Sans compter, après les élections, les appels de Besancenot à l'unité à la base avec la gauche radicale, pour agir ensemble, des appels qui ont remis officiellement le NPA sur sa ligne historique.

Le congrès annuel de Lutte ouvrière affirmait, lui, en décembre 2017⁵ : « Gagner une fraction de la classe ouvrière aux idées communistes révolutionnaires ne peut se faire qu'en affirmant à tout moment l'existence d'un courant communiste révolutionnaire et d'une politique révolutionnaire fondamentalement différents. » C'est le sens de notre présence systématique dans les élections, qui sont autant de combats politiques. Défendre les idées communistes révolutionnaires en toute occasion est nécessaire pour que ces idées retrouvent le chemin des masses. Il faudra certes, pour cela, que la période change, que le mouvement ouvrier reparte à l'offensive. Mais regrouper aujourd'hui ceux qui ont conscience de ces idées et intervenir politiquement auprès de l'ensemble de la classe ouvrière sur ces bases est la seule manière de préparer cette période. En revanche, abandonner les idées communistes révolutionnaires pour tenter de devenir un parti de masse ne permet pas d'avancer dans cette voie-là.

6 septembre 2019

5 « Construire un parti communiste révolutionnaire », *Lutte de classe* n° 188, décembre 2017.



Karol Modzelewski (1937-2019). Le parcours d'un militant, mais de quelle politique ?

Avec le décès, le 28 avril dernier, de Karol Modzelewski, a disparu un homme qui fut l'une des figures marquantes de l'opposition au régime qui domina la Pologne de 1947 à 1989. Et à cette occasion vient de paraître la traduction française de l'autobiographie qu'il avait publiée en 2013, *Nous avons fait galoper l'histoire, confessions d'un cavalier usé* (Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2019). Il y relate, entre autres, ce que furent les combats, les aspirations de jeunes intellectuels révoltés dans la Pologne d'après-guerre, celle des bureaucrates, de moins en moins stalinien et de plus en plus nationaux, celle aussi des ouvriers contestant périodiquement ce régime au nom d'un idéal socialiste qu'il piétinait. On y découvre les contacts de ces jeunes avec les idées du marxisme révolutionnaire et avec des militants trotskystes. On y assiste, de l'intérieur du syndicat Solidarnosc, à ce qui fut, en 1980-1981, une période d'intense activité de la classe ouvrière, devenue collectivement, économiquement – mais, hélas, pas politiquement, ce que nul ne lui proposa jamais comme objectif – le pivot de la lutte de la population contre un régime honni.

Tout cela éclaire rétrospectivement le parcours de Modzelewski, ses choix et les politiques au nom desquelles il a combattu durant trente ans.

L'URSS STALINIENNE ET LA POLOGNE DES BUREAUCRATES

Pour comprendre ces événements et ce parcours militant, rappelons dans quel contexte ils se situèrent : celui du « bloc de l'Est », un ensemble de pays d'Europe centrale et orientale que l'armée soviétique avait occupés en 1944-1945, au fur et à mesure qu'elle repoussait les armées de Hitler.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, lors de la conférence de Yalta, les futurs vainqueurs et pour un temps encore alliés, États-Unis et Grande-Bretagne d'une part, Union soviétique de l'autre, s'étaient partagé l'Europe en zones d'influence.

Chacun dans sa zone avait la charge de faire régner l'ordre : celui de l'impérialisme et celui de la bureaucratie stalinienne, les deux ayant, malgré tout ce qui les opposait, un commun intérêt. Ils voulaient empêcher à tout prix que la situation n'enfante, comme lors du premier conflit mondial, une puissante vague de révolutions ouvrières

qui ébranle le monde. Une menace bien réelle, et d'abord dans les pays dont l'Allemagne nazie avait détruit ou phagocyté le faible appareil d'État. Le vide étatique que cela laissait risquait de se transformer en chaos généralisé.

Les États impérialistes et l'URSS de Staline s'attelèrent donc à y restaurer, avant même



Karol Modzelewski feuilletant l'édition française de ses mémoires.

la fin de la guerre, des appareils d'État capables de briser tout mouvement de la classe ouvrière. Pour cela, à l'Est comme à l'Ouest, les vainqueurs formèrent des gouvernements d'union nationale allant de la droite extrême aux staliniens, et reconstituèrent surtout au plus vite une police et une armée chargées du maintien de l'ordre, en recyclant à tous les niveaux de l'appareil d'État des Touvier tchèques et autres Papon polonais ou hongrois.

Le danger ouvrier s'estompant, et d'abord grâce au rôle de gardes-chiourmes du prolétariat qu'avaient assumé les partis staliniens dans toute l'Europe, le camp impérialiste n'ayant plus besoin de l'aide du Kremlin, il se lança dans une politique de refoulement de l'influence soviétique : la guerre froide commençait.

Menacée de perdre son glacie européen, l'URSS a réagi. D'autant plus brutalement que, même dominés par les partis dits communistes, les gouvernements de l'Est se montraient sensibles aux appels du pied des États-Unis, à la promesse des crédits du plan Marshall pour relancer leur économie dévastée par la guerre, un financement que Moscou ne pouvait leur offrir. Alors de Varsovie à Budapest et Sofia, de Prague à Bucarest, le Kremlin épura les gouvernements de leurs éléments les plus rétifs, força les partis encore tolérés à fusionner avec les PC, plaça ses hommes, et d'abord ceux de sa police politique, à tous les postes de commande et de contrôle. Les « Démocraties populaires » venaient de naître. Leur économie, déjà faible avant 1939, avait été nationalisée à la fin de la guerre par les gouvernements bourgeois nationaux, comme cela s'était fait en France sous de Gaulle, mais à bien plus grande échelle, car les capitalistes d'Europe de l'Est, déjà peu nombreux avant-



L'ouilleur Gozdzik de FSO Zeran s'adresse à ses camarades, en 1956 :
« J'ai rêvé d'un État où la propriété sociale et les conseils de travailleurs seraient forts. Rien de ce rêve n'est advenu ».

guerre, avaient été expropriés par la machine de guerre industrielle allemande, avaient été tués ou avaient fui. En quelque sorte, ces gouvernements tenus en laisse par Moscou ne firent qu'ajouter l'épithète « socialiste » à des transformations économiques largement engagées par leurs prédécesseurs bourgeois.

Dans la Pologne où grandit et étudia le jeune Modzelewski, il régnait donc un régime qu'avait établi l'armée de Staline. Le parti unique dit communiste, le POUP (Parti ouvrier unifié de Pologne) le dirigeait en s'appuyant sur des entreprises étatisées, et sur une exploitation de la classe ouvrière d'autant plus féroce que, le pays ayant une économie peu développée, les nantis du régime ne pouvaient compter que sur ce qu'ils arracheraient aux travailleurs pour assurer leurs privilèges.

Cet État, dont la police réprimait tout risque d'opposition, se prétendait celui des travailleurs. Mais la classe ouvrière n'avait été pour rien dans sa mise en place, il avait même été fondé contre elle ! Elle allait rapidement le prouver en s'affirmant comme la principale force d'opposition à cette dictature, comme le vérifièrent à leurs dépens les équipes dirigeantes

successives au fil de confrontations répétées et souvent violentes avec la classe ouvrière : en 1956, 1970, 1980.

DU MARXISME AU « LIBÉRALISME »

Modzelewski avait 19 ans quand il participa à ses premiers combats politiques. En cette année 1956, il vit la classe ouvrière se soulever à Poznan et quelques mois plus tard, entrer en ébullition dans tout le pays en forçant le régime à quelques concessions. Au cours de ces événements, il noua ses premiers contacts avec des ouvriers en lutte.

Affolée devant la menace d'un soulèvement ouvrier généralisé, la direction du POUP s'était cherché un nouveau chef capable de ramener le calme social. Son choix se porta sur Gomulka, un dirigeant issu du sérail stalinien qui avait été un temps emprisonné. Cela pouvait rassurer Moscou et l'appareil du parti, car en donnant au pouvoir un dirigeant à l'image modérée, cela lui permettait de lui rallier une bonne partie de l'intelligentsia contestatrice de « l'Octobre polonais » et « la gauche de 1956 ».

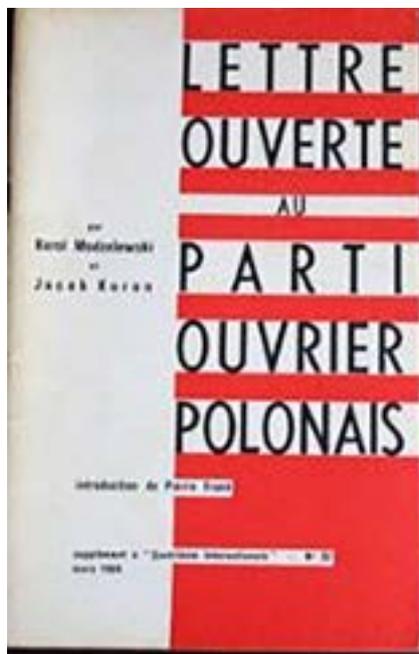
Bien plus largement, les mi-

lieux de droite, nationalistes, cléricaux, dans et hors l'appareil de l'État, pouvaient savoir gré à Gomulka d'avoir desserré un peu la tutelle soviétique, d'avoir mis fin à la collectivisation à la campagne, d'avoir donné un statut quasi officiel à l'Église catholique, à sa hiérarchie, de l'avoir autorisée à ouvrir des maisons d'édition, plus tard des universités... Tout cela en «*préservant l'intégrité de la nation*», un thème qui revient fréquemment sous la plume de Modzelewski dans son autobiographie, c'est-à-dire en évitant que l'armée du Kremlin n'intervienne, alors qu'au même moment celle-ci noyait dans le sang la révolution ouvrière en Hongrie.

Karol Modzelewski ainsi que son camarade et ami Jacek Kuron (1934-2004) avaient dénoncé cette duperie du POUP qui, mettant à profit la mobilisation populaire et ouvrière, avait rénové son équipe dirigeante sans que rien de fondamental ne change dans les rapports de domination sociale. Fustigeant le ralliement de «*la gauche de 1956*» à l'équipe Gomulka – qui s'employait à faire cesser l'agitation dans les usines et à neutraliser les conseils ouvriers que le pouvoir avait concédés en 1956 pour sembler donner des gages à la classe ouvrière –, Modzelewski et Kuron avaient autour d'eux un petit milieu partageant leurs idées.

En 1957, ils avaient intégré le POUP, dans l'espoir d'y faire de la propagande auprès de sa frange ouvrière et étudiante qui avait souvent été à la pointe de la contestation. Cette activité devint impossible même à l'Université et ils furent exclus du parti ainsi que de l'association officielle de la jeunesse, le ZMS. Modzelewski et Kuron décidèrent alors de faire connaître leur «*plateforme idéologique*» en une *Lettre ouverte au POUP*. Rédigée début 1965, sa parution fit quelque

bruit, même si la *bezpiera* (la police politique) en confisqua presque tous les exemplaires. Ses auteurs furent arrêtés et condamnés à trois ans et demi et trois ans de prison en juillet 1965. Trois vétérans du mou-



vement trotskyste en Pologne auxquels ils s'étaient adressés pour qu'ils les aident à dupliquer la *Lettre* subirent le même sort peu après.

Dans une lettre de protestation, l'historien anglo-polonais et ancien trotskyste Isaac Deutscher apostropha Gomulka : «*Vous n'avez [...] mis en prison et enchaîné aucun de vos trop nombreux et virulents opposants anticommunistes, et vous méritez de la considération pour la modération avec laquelle vous les traitez. Mais pourquoi refusez-vous ce traitement à ceux qui vous critiquent sur la gauche ?*»

La réponse se trouvait dans la *Lettre*. Elle dressait «*une critique [du régime] dans le langage marxiste*» et formulait un programme révolutionnaire de lutte pour le socialisme qui, s'adressant à la classe ouvrière, lui fixait le but de renverser «*le pouvoir de la bureaucratie*». «*La*

révolution, y lisait-on, est indispensable au développement de la société. Elle est aussi inévitable. Mais son développement et son résultat dépendent d'abord du niveau de préparation de l'organisation et du programme de la classe ouvrière.»

C'était exact, et même fondamental pour des révolutionnaires militant dans la classe ouvrière. C'est pourquoi, lorsque nous (Voix ouvrière, ancêtre de Lutte ouvrière) avons eu connaissance de la *Lettre*, que venait d'éditer le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale, nous en avons salué la «*prise de position sans équivoque en faveur de la révolution socialiste*», en y voyant «*la preuve qu'il existe de l'autre côté du rideau de fer des révolutionnaires qui se sont sérieusement attelés à la tâche de donner au prolétariat des perspectives de combat claires*» (*Lutte de classe*, n° 1, février 1967). Dans cet article, tout en nous interrogeant sur les liens éventuels de Kuron et Modzelewski avec telle ou telle tendance du mouvement trotskyste, nous critiquions des «*lacunes et défauts*» dans leurs analyses et, plus grave, la «*façon nationale d'aborder les problèmes [qui] est la faiblesse fondamentale du texte*», une perspective erronée dans laquelle ils inscrivaient leur démarche politique et organisationnelle.

Une perspective nationale qui restera une constante de leur politique ultérieure et qui allait servir de pont – au nom de la défense de la société «*polonaise*» ou de l'État «*polonais*» – entre leur activité militante et celle de forces ouvertement pro-bourgeoises.

À peine quelques années plus tard, déçu par la défaite de la contestation étudiante de mars 1968 à Varsovie, puis par la fin du Printemps de Prague, que l'armée de Moscou avait écrasé en août, Modzelewski écrit : «*Mon optimisme révolu-*



Aux chantiers navals de Gdansk, en août 1980, prise de parole d'Anna Walentynowicz ; à droite, Lech Walesa.

tionnaire s'était évanoui». En vertu de quoi il dit avoir renoncé à « l'utopie » – entendez, la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le socialisme – préférant des objectifs qu'il ne précise pas, mais dont on devine qu'il les jugeait plus réalistes. Kuron suivit la même pente. Il le dit dans ses *Mémoires* : « Je considèrerais donc qu'il fallait cesser d'être marxiste. Les événements de décembre 1970, la grande révolte ouvrière, commençaient justement. Je pensai : tout va de travers, voilà que je cesse d'être marxiste quand cette philosophie commence précisément à se vérifier. » Modzelewski explique que, comme un grand nombre de militants de cette génération, il fit partie « des acteurs de mars 1968 passés du marxisme au libéralisme ».

DES LEADERS « OUVRIERS » QUI MÈNENT LA CLASSE OUVRIÈRE À LA DÉFAITE

S'accordant une pause militante, il reprit ses travaux d'historien et ne revint à la lutte politique qu'en 1980, lors de la création du syndicat indépendant Solidarnosc, qu'avaient imposée au régime des millions de travailleurs en grève. Modzelewski devint le porte-parole

national de Solidarnosc, dont il intégra les cercles dirigeants. Il y retrouva Kuron qui, depuis 1976, militait au sein du Comité de défense des ouvriers (KOR), au coude-à-coude avec des tenants de la libre entreprise et du marché, des partisans de l'instauration d'un État bourgeois « normal » (c'est-à-dire n'ayant plus les déformations imposées par la guerre froide) et autres « libéraux », parmi lesquels nombre de juristes, journalistes et universitaires de la mouvance clérico-nationaliste. Les mêmes que l'on retrouva, flanqués des éminences de l'Église catholique, comme conseillers de Lech Walesa, le dirigeant de la grève de 1980 aux chantiers Lénine de Gdansk devenu président de Solidarnosc, et donc comme inspirateurs de la politique de la direction de ce syndicat de huit millions de membres.

Sur cette voie, Modzelewski – il le relate dans son autobiographie, en battant sa coulpe au passage, car il sait comment cela se termina – allait, tantôt s'opposant à des décisions de Walesa qu'il dit avoir désapprouvées, tantôt les faisant appliquer, être de ceux qui, durant les dix-huit mois d'existence de Solidarnosc avant son

interdiction, conseillaient aux travailleurs de temporiser face au pouvoir. Il reconnaît qu'ils auraient pu le renverser, tant ils mobilisaient derrière eux l'immense majorité de la population, mais qu'il fallait renoncer à aller dans ce sens car il y avait un risque que l'armée du Kremlin intervienne. Au passage, Modzelewski, qui ne cesse de se référer à la « polonité », à la « défense de l'intégrité de la nation » ou de « l'État polonais », dit tout le bien qu'il pense du souci très national qu'aurait eu pendant des mois le général-chef du gouvernement et du parti Jaruzelski : celui d'éviter coûte que coûte une intervention militaire russe contre les ouvriers polonais. Il préférerait s'en charger lui-même...

On connaît la suite. Durant la période de l'existence légale de Solidarnosc, le régime, même isolé, complètement discrédité et affaibli, garda l'avantage, car lui était à l'offensive. Jusqu'à ce qu'il porte l'estocade en instaurant la loi martiale. Solidarnosc interdit, ses dirigeants et militants étant internés par milliers, cela cassa les reins à la classe ouvrière et la démoralisa pour toute une période.

Voilà où cela mène quand, même dans des conditions favorables, ceux qui prétendent diriger les travailleurs en lutte renoncent par avance à la perspective de renverser le pouvoir en place pour instaurer celui de la classe ouvrière !

Car ce qui est en cause, ce n'est pas la classe ouvrière. Modzelewski dit et redit dans son autobiographie que, pendant plus de trente ans, c'est au nom d'un avenir socialiste qu'elle combattit la dictature, quand bien même ceux qui s'étaient portés à sa tête refusaient ou avaient renoncé à lui proposer une issue révolutionnaire.

S'il est un pays en Europe où le prolétariat n'a pratiquement cessé d'affronter le pouvoir durant la seconde moitié du

20^e siècle, c'est bien la Pologne. On ne peut réécrire l'histoire, et cela ne servirait à rien. Mais c'est dans de pareilles circonstances qu'une petite organisation révolutionnaire aurait pu et dû tenir son rôle auprès du prolétariat en lutte, un programme que traçait précisément la *Lettre* en 1965. Et l'on peut imaginer ce qu'aurait eu de contagieux l'exemple d'un prolétariat polonais victorieux dans le « bloc de l'Est » avec des millions de travailleurs confrontés à des régimes et conditions d'existence fort semblables dans les pays voisins de la Pologne.

Cela n'a pas été. Dès 1989, avant même l'effondrement de l'URSS, sous le « co-gouvernement » Jaruzelski-Walesa, les travailleurs de Pologne l'ont payé très cher – en démoralisa-

tion; en licenciements; en perte brutale de pouvoir d'achat; en plan Balcerowicz de bradage de l'économie nationalisée au profit des requins du capitalisme, surtout mondial; en instauration de gouvernements ultranationalistes, réactionnaires et anti-ouvriers. À la fin de son livre, Modzelewski se désole, disant en substance que ce n'est pas ce qu'il avait voulu. La belle affaire quand les résultats sont là!

AVOIR UNE POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE ET UN PROGRAMME COMMUNISTE À PROPOSER

Dans le numéro de juin-juillet 2019 d'*Inprecor*, qu'édite le Bureau exécutif de la IV^e Internationale, nouveau nom du Se-

crétariat unifié qui avait publié la *Lettre* fin 1966, Jan Malewski, son rédacteur en chef, a signé un article sur Karol Modzelewski, sous le titre « *Une vie de militant pour la fraternité* ».

Certes, il n'a pas la naïveté – ou plutôt l'ignorance – des rédacteurs de la « Tendance Claire » du NPA qui saluaient « un très grand communiste. Chapeau bas » (*L'Anticapitaliste*, 29 avril 2019). Cela alors que dans son autobiographie, Modzelewski, qui sait pertinemment quel gouffre sépare le stalinisme du communisme – en tout cas, il aurait dû l'apprendre à la lecture de Trotsky –, non seulement rejette le qualificatif communiste, mais se félicite souvent de la chute du « système communiste » et autres expressions du même acabit.

Venant d'un dirigeant d'un



AOÛT 1980, les grévistes occupant les chantiers navals de Gdansk, les travailleurs d'autres entreprises viennent les soutenir.

DR



Au premier plan, Karol Modzelewski et Jacek Kuron, lors d'une discussion sur la Lettre, fin 1964.

courant qui se dit trotskyste, que peut vouloir dire « un militant pour la fraternité » ? Le rédacteur d'un bulletin paroissial le sait peut-être. Mais on comprend que Malewski soit gêné aux entournures car celui dont il retrace l'évolution pas vraiment glorieuse fut, durant toute une époque, présenté par la tendance internationale de Malewski comme proche d'elle. Et même comme y appartenant, selon l'un des principaux animateurs du Secrétariat unifié, Livio Maitan, qui avait bien connu Modzelewski alors que ce dernier profitait d'une bourse d'étude en Italie.

Relevons à ce propos un point qu'omettent Malewski et Georges Dobbeleer, un trotskyste belge qui, entre 1959 et 1964, avait assuré le contact avec Modzelewski, qu'il nomme « mon camarade et ami » dans le numéro cité d'*Inprecor*. Dans ses *Confessions d'un cavalier usé*, ce dernier évoque ces contacts personnels de façon distante, quand il n'épale pas son mépris pour le trotskysme en général (« un minuscule résidu », écrit-il, p. 205). Et il se répand même en calomnies contre les militants polonais qui lui ont fait connaître les écrits de Trotsky et l'ont aidé techniquement, en accusant ces vétérans de la lutte contre le stalinisme – et qui l'avaient payé chèrement, l'un

d'eux totalisant dix-huit années de goulag – d'avoir collaboré avec la *bezpieka* (pp. 201-207).

Quant à l'article de Malewski qui détaille la vie de Modzelewski, en évitant de trop fâcher le lecteur, il s'ouvre sur un épisode qui se veut édifiant. « *« Pour le capitalisme, je n'aurais pas fait huit ans et demi de prison, pas même un mois ni même une semaine ! », s'est emporté Karol Modzelewski lors d'une cérémonie anniversaire de la fondation du syndicat Solidarnosc, en entendant Lech Walesa, président du syndicat devenu président de la République, dire : « Nous avons lutté pour le capitalisme et nous avons gagné, mais nous ne le disions pas, car les gens n'auraient pas compris ». »*

Est-ce censé poser Modzelewski en héraut de l'anticapitalisme ? Cela confirme surtout ce que l'on savait de la politique menée par les cercles de la droite catholique, procapitaliste et nationaliste auxquels Walesa appartenait dans la Pologne des années 1970-1980 – des milieux que Modzelewski et Kuron côtoyaient à la tête de Solidarnosc, voire pour ce dernier, depuis l'époque du KOR. Alors si cette citation a une utilité, c'est de souligner, de la bouche de Walesa qui le déplore, que quand les ouvriers se battaient, ce n'était pas pour le capitalisme.

Et cela pose quand même un problème, surtout quand on sait sur quoi cela a débouché, de voir Georges Dobbeleer écrire : « *Ernest Mandel – un des dirigeants du Secrétariat unifié (SU) d'alors – était très satisfait de mon travail de soutien à l'organisation du petit groupe polonais et lui accordait un avenir très efficace* », bien qu'il reconnaisse qu'en 1962 Modzelewski lui avait redit « *qu'il ne se déclarait pas lié à la IV^e Internationale* ». Ou quand on lit la préface dithyrambique que faisait Pierre Frank (le principal dirigeant du SU de l'époque) en mars 1968 pour la seconde édition de la « Lettre ouverte au POUP », la qualifiant sans réserve de « *programme de lutte antibureaucratique pour donner vie à un État ouvrier démocratique dans la tradition de Marx, de Rosa Luxemburg, de Lénine et de Trotsky* » ou d'« *importante contribution au programme d'un parti révolutionnaire faisant sien le drapeau du marxisme révolutionnaire d'Octobre 1917* ». Dans cette préface, il n'évoquait même plus le désaccord entre Kuron-Modzelewski et Trotsky sur la caractérisation historique de la bureaucratie, désaccord qu'en septembre 1966 il avait pourtant minimisé à l'extrême en écrivant qu'il y avait là une « *divergence [...] plutôt d'ordre terminologique que politique* ».

Dans ses deux préfaces, Pierre Frank ne trouvait rien de choquant au rôle positif que Modzelewski et Kuron attribuaient à la bureaucratie – celui d'avoir développé l'industrie en Pologne. Et pour cause : le SU attribuait lui aussi des vertus à la bureaucratie des pays de l'Est, puisqu'il allait jusqu'à qualifier d'ouvriers ces États constitués contre la classe ouvrière ! Quant au fait que les auteurs de la *Lettre* raisonnaient en termes nationaux, en considérant non pas la situation de la Pologne dans un cadre de domination mondiale de l'im-

périalisme, mais la situation mondiale à partir de l'analyse qu'ils faisaient de la Pologne, le SU n'y trouvait rien à redire. Il avait pourtant l'habitude de jouer au donneur de leçons en « internationalisme », mais seulement à l'adresse de tendances qui osaient douter qu'il fût la véritable Internationale qu'il prétendait être.

Bien sûr, tout cela peut sembler relever de l'histoire ancienne. Surtout aux yeux des générations qui n'ont pas connu ce qu'étaient les régimes d'Europe de l'Est, produits des contradictions entre la domination de la bourgeoisie mondiale et le poids de la bureaucratie soviétique qui avaient présidé à la mise en place de ces États. Et qui se souvient des affrontements que s'y livraient les forces représentant les intérêts du Kremlin, les tenants d'un État national échappant à la tutelle russe et la classe ouvrière, qui apparaissait souvent comme la seule force capable d'affronter ces dictatures ?

C'est bien tout le problème, cette classe ouvrière en était réduite à se battre seule, sans programme, sans parti ni militants révolutionnaires qui défendent ses intérêts politiques et historiques. Et quand, comme en Pologne malgré toutes les difficultés, surgissaient de jeunes militants qui voulaient renouer avec le programme et la construction d'organisations véritablement communistes, de partis luttant pour la révolution socialiste mondiale, ce n'était pas leur permettre d'avancer sur cette voie que d'examiner leur démarche et leurs positions au travers de lunettes roses, car cela interdisait

par avance de les aider à corriger leurs lacunes.

Que le SU ait agi de la sorte en Pologne n'étonne guère : cette tendance n'a cessé de présenter la réalité sous des couleurs trompeuses mais pimpantes, dès lors que cela lui permettait de s'accrocher aux basques des Mao, Ben Bella, Guevara, Castro, Ho Chi Minh et autres, qui n'avaient rien à voir avec la révolution socialiste prolétarienne, mais qui étaient en vogue dans les milieux auxquels le SU cherchait à plaire : ceux en général de la petite bourgeoisie plus ou moins intellectuelle.

Certes, s'agissant de Kuron et Modzelewski, le SU l'aurait-il voulu qu'il n'aurait peut-être pas pu les gagner et les former véritablement. Mais constatons qu'il n'a même pas tenté de les aider à y voir plus clair par une critique fraternelle entre militants de la même cause. Et puis, même s'ils ont rapidement rompu avec la perspective révolutionnaire après leur *Lettre*, peut-être aurait-il été possible, en profitant des liens avec eux et avec leur milieu, de développer une critique de leurs idées et ainsi de tenter de gagner d'autres jeunes contestataires aux idées trotskystes ?

En tout cas, le SU ne le fit pas. Il se contenta d'applaudir – et continue de le faire – des militants qui ne le souhaitaient même pas. Le paradoxe est que si la confiance en la capacité de la classe ouvrière et d'elle seule, à transformer la société était à ce point absente de la politique du SU qu'il qualifiait d'États ouvriers (dégénérés, certes) ces Démocraties populaires

construites contre la classe ouvrière, des Modzelewski et Kuron, même après avoir rompu avec le marxisme, eux, faisaient en une certaine façon confiance à la classe ouvrière. Ils continuaient de s'adresser à elle, non pas pour transformer la société dans un sens socialiste, mais pour se servir de la force collective du monde du travail, pour l'enchaîner au char de transformations politiques et sociales que voulait la bourgeoisie, nationale et mondiale. Peu importe en fin de compte que des Walesa aient poursuivi consciemment cet objectif, et que d'autres n'aient pas voulu en arriver là, comme le prétendit tardivement Modzelewski – qui entra tout de même au Sénat de la Pologne de l'après-Jaruzelski, tandis que Kuron devenait ministre de Walesa durant la période des plus violentes attaques du gouvernement de la « nouvelle » Pologne contre la classe ouvrière.

Alors, on peut avoir voulu « faire galoper l'histoire », comme l'a écrit Modzelewski. Encore faut-il avoir de solides notions d'équitation et surtout ne pas se tromper de cheval de bataille. Ni tromper ceux qui en cherchent un. Avoir du courage personnel, savoir se lier aux travailleurs, tenir à des idées, comme Modzelewski et Kuron l'ont fait, est certes indispensable. Mais il faut que ces idées soient les bonnes et avoir un programme à proposer à des militants et à la classe ouvrière qui leur permette et d'élever leur conscience et d'avancer sur la voie de la révolution ouvrière et communiste.

13 septembre 2019

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix : 1,20 €.

Les conférences du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise, à Paris, des conférences appelées Cercles Léon Trotsky, sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix : 2 €.

Les dernières conférences :

Le capitalisme, un système économique à l'agonie, un ordre social à renverser
(n° 159, 22 février 2019)

L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes
(n° 158, 19 janvier 2019)

Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital
(n° 157, 17 novembre 2018)

80 ans après la fondation de la Quatrième Internationale, le trotskysme seul programme pour l'émancipation des exploités
(n° 156, 20 octobre 2018)

La Russie à l'heure du capitalisme décadent
(n°155, 16 juin 2018)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail national : www.lutte-ouvriere.org

Brochures et livres

Les dernières publications



Contre le grand capital, le camp des travailleurs
Meeting de la campagne européenne de Lutte ouvrière, à la Mutualité, 10 mai 2019.
1 €.



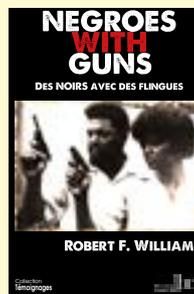
Mai-juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers
Publié à l'occasion du cinquantième de la grève générale de 1968.
544 pages, 18 €.

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Dernières parutions



Negroes with gun de Robert F. Williams



Dans l'atelier du monde d'Alan Grey
L'État et la révolution, de V. I. Lénine
Les Compagnons de la Charte, de G. Trease
À paraître :
Souvenirs de ma vie, d'August Bebel

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



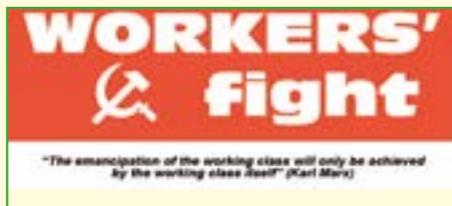
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



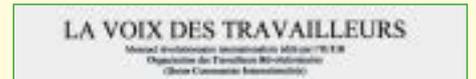
Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail: linernazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>